



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement  
des Capacités pour l'Afrique Centrale**



**« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »**

**RAPPORT DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE  
2022 (DU 1<sup>er</sup> MAI AU 31 OCTOBRE 2021)**

**Mars 2022**

**AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :**



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



République Populaire de Chine



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,  
Education and Research EAER  
State Secretariat for Economic Affairs SECO

### Liste d'acronymes et abréviations

AFD	Agence française de développement
AFR	Département Afrique du Fonds monétaire international
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC Centre ou AFC	Centre régional de développement des capacités pour l'Afrique centrale
AFRITAC Sud ou AFS	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe
BRB	Banque de la République du Burundi
CDMAP	<i>Capacity Development Management and Administration Program</i> – Programme de gestion et d'administration du renforcement des capacités
CD-PORT	<i>Capacity Development Projects, Outputs and Results Tracking</i>
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
COVID-19	<i>Coronavirus disease 2019</i> – Maladie à coronavirus 2019
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
INSEED	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale

## Table des matières

<b>I. Introduction et Contexte .....</b>	<b>6</b>
Le programme .....	6
L'objectif fondamental.....	6
Les objectifs stratégiques .....	7
Le contexte régional.....	7
Le contexte macroéconomique.....	8
L'adaptation du Centre et les conséquences de la pandémie du COVID-19 .....	10
Les principaux indicateurs d'exécution du programme de travail.....	10
Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail .....	11
Perspectives des activités pour le reste de l'année fiscale 2022.....	11
La collaboration avec les partenaires au développement.....	12
<b>II. Gestion axée sur les résultats et exécution du programme .....</b>	<b>12</b>
A. La gestion axée sur les résultats .....	12
Les indicateurs de la gestion axée sur les résultats .....	12
La Transition de CD-PORT vers CDMAP : Bilan d'étape, réalisations.....	15
L'évaluation indépendante de la Phase III : Bilan d'étape, réalisations.....	15
La nouvelle stratégie de communication du Centre .....	15
Les contributions de la gestion axée sur les résultats .....	15
B. Exécution du programme : activités et ressources .....	15
Activités.....	15
Ressources.....	16
Appui en gestion de la dette publique .....	20
Personnel.....	20
<b>III. Performance par pays au 31 octobre 2021 .....</b>	<b>21</b>
Burundi.....	21
Cameroun.....	21
Congo.....	23
Gabon.....	23
République centrafricaine .....	25
République démocratique du Congo .....	26
Sao Tomé-et-Principe .....	26
Tchad.....	26
CEMAC – Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale .....	27
Séminaires et cours régionaux .....	28

### **Encadrés**

Encadré 1 : Mission d'expérimentation de la budgétisation sensible au genre au Cameroun	22
Encadré 2 : Activité de développement des capacités sur les pratiques émergentes relatives à la prise en compte des risques liés au changement climatique dans les cadres de supervision et de réglementation bancaires .....	29

## Graphiques

Graphique 1 : Croissance du PIB.....	9
Graphique 2 : Inflation des prix à la consommation .....	9
Graphique 3 : Solde budgétaire global (dons compris).....	9
Graphique 4 : Solde extérieur courant (dons compris) .....	10
Graphique 5 : Dette publique .....	10
Graphique 6 : Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre) .....	13
Graphique 7 : Situation globale des étapes intermédiaires (en nombre et pourcentage) .....	14
Graphique 8 : Situation des étapes intermédiaires par domaine (en nombre).....	14
Graphique 9 : Activités par pays (en nombre).....	16
Graphique 10 : Activités par domaine (en nombre) .....	16
Graphique 11 : Ressources par pays (en personnes semaines) .....	17
Graphique 12 : Ressources par domaine (en personnes semaines).....	17
Graphique 13 : Répartition des ressources par pays (en pourcentage).....	18
Graphique 14 : Répartition des ressources par domaine (en pourcentage) .....	19
Graphique 15 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire .....	20

## Annexes

1. Cadres logiques
2. Activités par pays et domaine
3. Ressources par pays et domaine
  - 3.a Suivi des ressources par pays
  - 3.b Suivi des ressources par domaine
  - 3.c Réalisations par pays
  - 3.d Réalisations par domaine
4. Séminaires régionaux et cours
5. Appui en gestion de la dette publique
6. Personnel

## I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

### *Le programme*

- 1. Ce rapport présente l'exécution du programme de travail du premier semestre de l'année budgétaire 2022 (allant du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre 2021) du Centre Régional de Développement des Capacités du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**
- 2. Depuis le début de la pandémie du COVID-19, le Centre a adapté ses modes de mise en œuvre de ses activités de développement des capacités afin de maintenir son appui aux pays et institutions régionales.** Les restrictions de déplacement liées à la riposte contre la pandémie ont empêché l'ensemble des conseillers résidents du Centre d'effectuer des missions sur le terrain afin d'appuyer les pays membres et les institutions bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs réformes respectives. En effet, l'ensemble des missions de développement des capacités du premier semestre de l'année fiscale 2022 ont été exécutées exclusivement à distance. Ainsi, en dehors de ces missions classiques, le Centre a poursuivi ses contributions à la rédaction de notes techniques et à l'organisation de séminaires régionaux à l'aide de divers outils de communication à distance tels que les applications de visioconférence, les réseaux sociaux, la messagerie électronique et les appels téléphoniques.

### *L'objectif fondamental*

- 3. L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre** pour les aider à faire face aux défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
- 4. Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI.** Le Centre met à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme de développement des capacités prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des politiques entre les pays membres et trouve son fondement dans les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI.

### *Les objectifs stratégiques*

#### **5. Le programme de travail exécuté au cours de la période sous revue se décline en cohérence avec les objectifs stratégiques retenus dans le cadre du troisième cycle de financement d’AFC couvrant la période novembre 2017- avril 2022**<sup>1</sup>. Ces objectifs sont les suivants :

- Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des revenus en vue d'améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales,
- Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, les outils de prévisions macroéconomiques, la préparation et le contrôle de l'exécution du budget, les outils de reporting ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays,
- Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d'autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité,
- Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes nationaux, et harmoniser les statistiques régionales,
- Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables conformément aux normes internationales en la matière ainsi qu'aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques.

### *Le contexte régional*

#### **6. Pouvoir surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour ces pays membres.** À l'exception de la RCA, tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (*COMESA*). Le *Burundi* a rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est (*CAE*), tandis que la *RDC* est membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (*SADC*). Pour les six pays membres de la *CEMAC*, le programme de travail tient compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la supervision bancaire commune* à travers la *COBAC*. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son pro-

---

<sup>1</sup> Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [sur notre site web www.afritacentre.org](http://www.afritacentre.org)

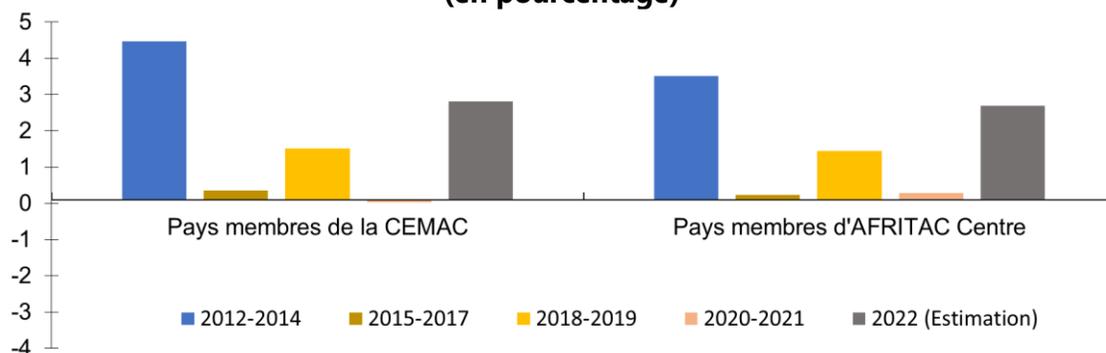
gramme d'intervention.

- 7. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le *Gabon* et la *Guinée équatoriale* ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. Le *Cameroun*, la *République du Congo*, la *RCA*, et le *Tchad* en zone *CEMAC* ainsi que le *Burundi* et la *RDC* sont des pays en situation de fragilité.

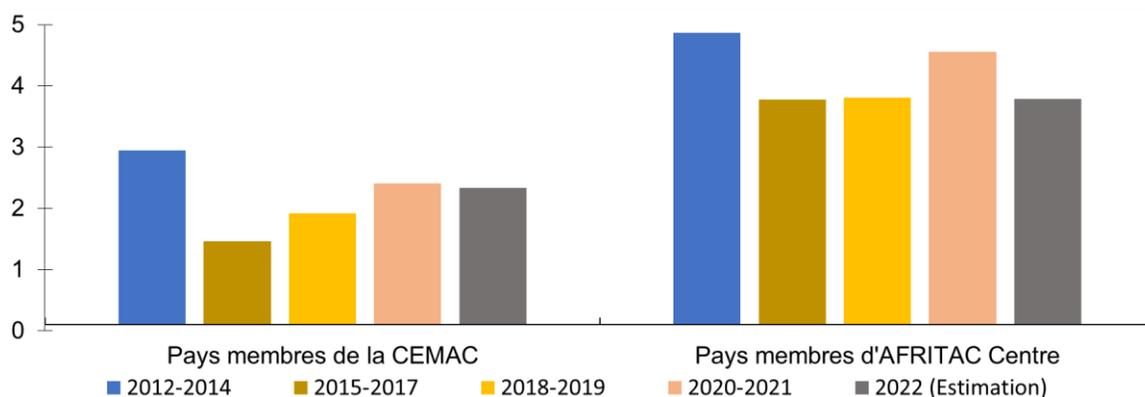
*Le contexte macroéconomique*

- 8. La région reste aux prises avec la pandémie de coronavirus qui dure avec une accélération des changements climatiques, qui toutes deux soulignent la nécessité de renforcer la coopération et le dialogue à l'échelle mondiale.** Les solutions à ces défis internationaux doivent mobiliser tous les pays et toutes les régions, y compris l'Afrique subsaharienne, qui possède la population la moins vaccinée au monde, un potentiel très prometteur en matière d'énergies renouvelables et des écosystèmes critiques.
- 9. La croissance des pays membres d'Afritac Centre devrait s'établir à 2,0 % en 2021, puis à 2,7 % en 2022.** Ce rebond découle pour l'essentiel d'une nette embellie du commerce mondial et des cours des produits de base. Toutefois, les perspectives demeurent extrêmement incertaines et risquent d'être révisées à la baisse. La reprise dépend notamment du rythme de la pandémie mondiale de la maladie à coronavirus et de la campagne de vaccination dans la région. Elle est aussi exposée aux perturbations de l'activité mondiale et des marchés financiers
- 10. Cette crise frappe la sous-région au moment où tous les pays membres poursuivaient la mise en œuvre des politiques de rationalisation des choix budgétaires en partie grâce aux programmes de réformes économiques avec l'appui du FMI et d'autres partenaires au développement depuis 2017.** Ces programmes avaient permis aux pays membres de commencer à renverser la montée des déficits et d'arrêter la hausse de l'endettement public, ainsi que l'accroissement des vulnérabilités des établissements bancaires et financiers qui ont caractérisé la période précédente de 2015 à 2017 quand le développement économique et social des États membres a été entravé à la suite de la chute vertigineuse précédente des prix des matières premières. Cela avait déjà éloigné les États membres d'une croissance robuste accompagnée d'une situation macroéconomique stable pendant la période allant de 2012 à 2014.

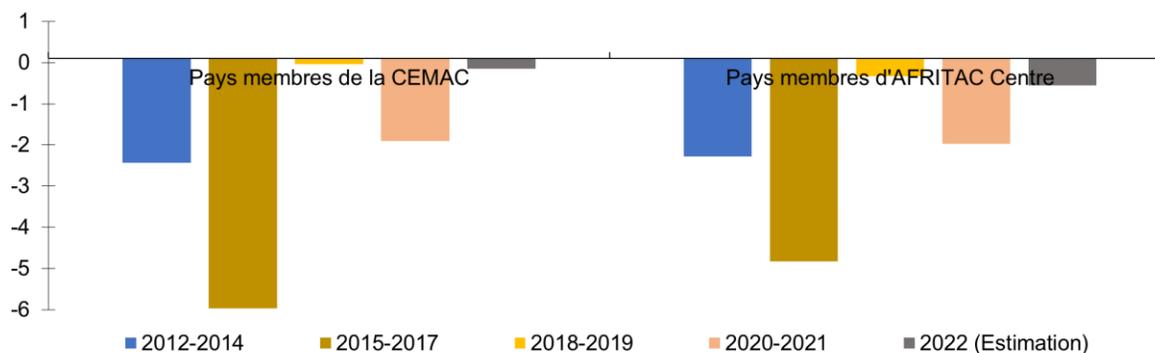
**Graphique 1 : Croissance du PIB  
(en pourcentage)**



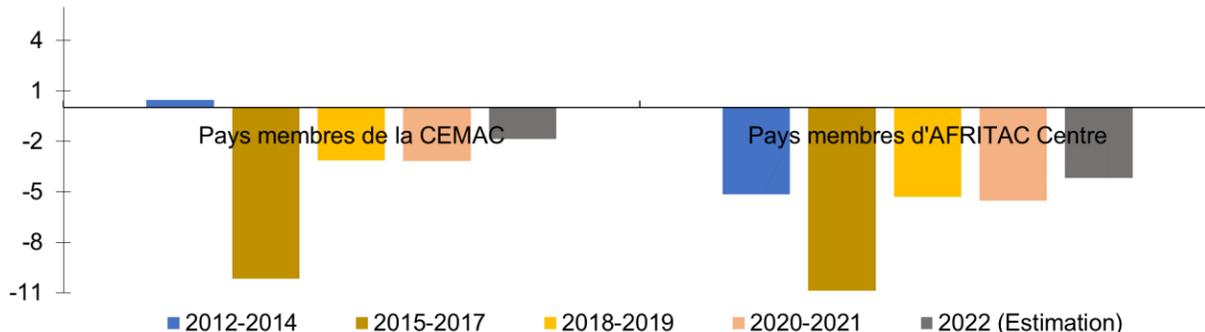
**Graphique 2 : Inflation des prix à la consommation  
(en pourcentage moyen de la variation annuelle)**



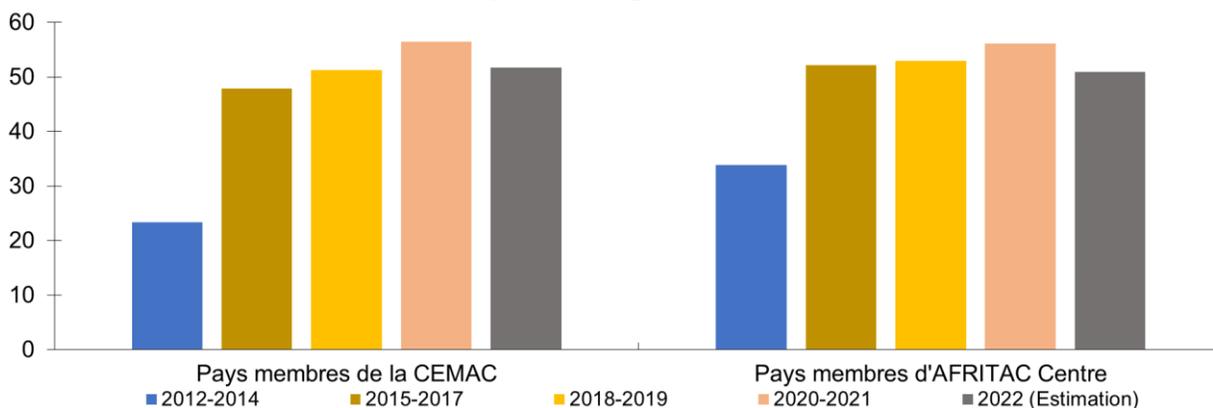
**Graphique 3 : Solde budgétaire global (dons compris)  
(en pourcentage du PIB)**



**Graphique 4 : Solde extérieur courant (dons compris)  
(en pourcentage du PIB)**



**Graphique 5 : Dette publique  
(en pourcentage du PIB)**



**Source :** FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, octobre 2021.

*L'adaptation du Centre et les conséquences de la pandémie du COVID-19*

**11. Durant le premier semestre de l'année fiscale 2022, le Centre a montré sa capacité de résilience par la poursuite de l'ensemble de ses activités à distance.** Les missions et séminaires régionaux ont été organisés à l'aide des outils de communication informatique tels que les visioconférences et les appels téléphoniques. Toutefois, avec le recul des contaminations au COVID-19, les pays membres devraient voir un retour progressif des missions sur le terrain.

*Les principaux indicateurs d'exécution du programme de travail*

- 46 activités réalisées (dont 42 missions, 4 séminaires régionaux),
- 100 cadres formés,
- Taux semestriel d'exécution du programme : 70 %,
- 60 % d'exécution pour les activités régionales,

- 145 personnes-semaines consacrées au renforcement des administrations des Etats membres,
- 54% des ressources ont été utilisées au profit des réformes des finances publiques,
- 77% des ressources ont bénéficié aux pays de la CEMAC,
- 66% des ressources ont été consacrées aux Etats membres en situation de fragilité,
- 371 rapports d'assistance technique ont été mis en ligne sur la partie sécurisée du site web du Centre depuis son lancement ([www.afritaccetre.org](http://www.afritaccetre.org)).

*Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail*

**12. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022, le Centre a fait face à plusieurs défis qui ont fortement affectés le niveau d'exécution de son programme de travail.** Au titre des difficultés rencontrées, on a observé une faible mobilisation des bénéficiaires d'assistance technique aux réunions virtuelles ainsi qu'une forte élasticité des missions qui durent souvent au-delà des délais prévus. Le Centre a aussi noté un manque de réactivité de certaines autorités pour donner leur accord pour la réalisation des missions à distance. Il faut ajouter les nombreuses interruptions lors des missions virtuelles dues à la faiblesse des infrastructures de communication qui ont eu comme principale conséquence l'allongement des plusieurs missions. Cela a aussi occasionné le report de plusieurs activités sur le second semestre. Le Centre a regretté l'inaccessibilité aux données financières en mode dématérialisé aux fins d'analyse et de propositions d'amélioration de la gestion financière et comptable dans certains pays membres. Les changements organisationnels intervenus à la tête de la COBAC ont également ralenti le processus de validation et d'exécution du programme de travail.

*Perspectives des activités pour le reste de l'année fiscale 2022*

**13. Certaines activités reportées au second semestre de l'année fiscale 2022 seront réalisées en présentiel.** En effet, certains pays ont fait la demande expresse de voir un redéploiement des missions sur le terrain notamment dans les domaines de la gestion des finances publiques, des statistiques et de la gestion de la dette. Aussi, AFC salue la reprise de la coopération avec les autorités du Burundi qui n'avait plus reçu de mission du Centre en matière de gestion des finances publiques depuis l'année 2015. Les missions du premier semestre au Burundi, en République du Congo, à Sao Tomé-et-Principe domaine de gestion de finances publiques ont été reportées au second semestre. Dans le domaine des statistiques, le Centre réalisera des missions au Cameroun sur le terrain.

**14. Des dispositions ont été prises pour la poursuite des activités au cours du second semestre.** En plus de, l'accentuation des missions d'appui sur l'élaboration des outils de gestion financière et comptable (projets d'instructions, manuels de procédure, etc.), le Centre organisera des séminaires de renforcement des capacités au profit de ses pays membres. Des appuis ponctuels à la demande des autorités seront réalisées (mise à niveau de cadres juridiques et institutionnels, conseils en matière d'informatisation des procédures financières et comptables. En Guinée Equatoriale, le Centre répondra à la demande d'accompagnement des autorités dans la transposition des directives CEMAC.

*La collaboration avec les partenaires au développement*

**15. Par souci d'efficacité et de coordination, certaines activités programmées ont été réalisées en étroite collaboration avec les services du FMI et d'autres partenaires au développement, voire de façon conjointe avec certains de ces derniers.** A ce titre, l'ONU Femmes et la GIZ ont collaboré avec AFC à la production du premier document budgétaire sensible au genre au Cameroun. Dans le domaine de la production des statistiques macroéconomiques, AFC a collaboré avec AFRISTAT et la Banque Mondiale, sur l'harmonisation de la méthodologie d'élaboration des comptes nationaux ainsi que le projet de rebasage et migration au SCN 2008 à l'ISTEEBU du Burundi. Le Centre a également collaboré avec ces deux partenaires sur la finalisation des travaux de la nouvelle année de base des comptes nationaux à l'INSEED du Tchad.

## **II. GESTION AXÉE SUR LES RESULTATS ET EXECUTION DU PROGRAMME**

### **A. La gestion axée sur les résultats**

*Les indicateurs de la gestion axée sur les résultats*

**16. L'ensemble des activités du Centre pour l'année fiscale 2022 est marqué dans les cadres logiques du programme de travail pour la Phase III.** Le cadre logique du programme de travail sert de base dans l'orientation, l'organisation et la mise en œuvre des activités de renforcement de capacités dans les différents domaines d'expertise du Centre. Il fixe les objectifs et les résultats attendus et permet un meilleur suivi des activités à moyen terme.

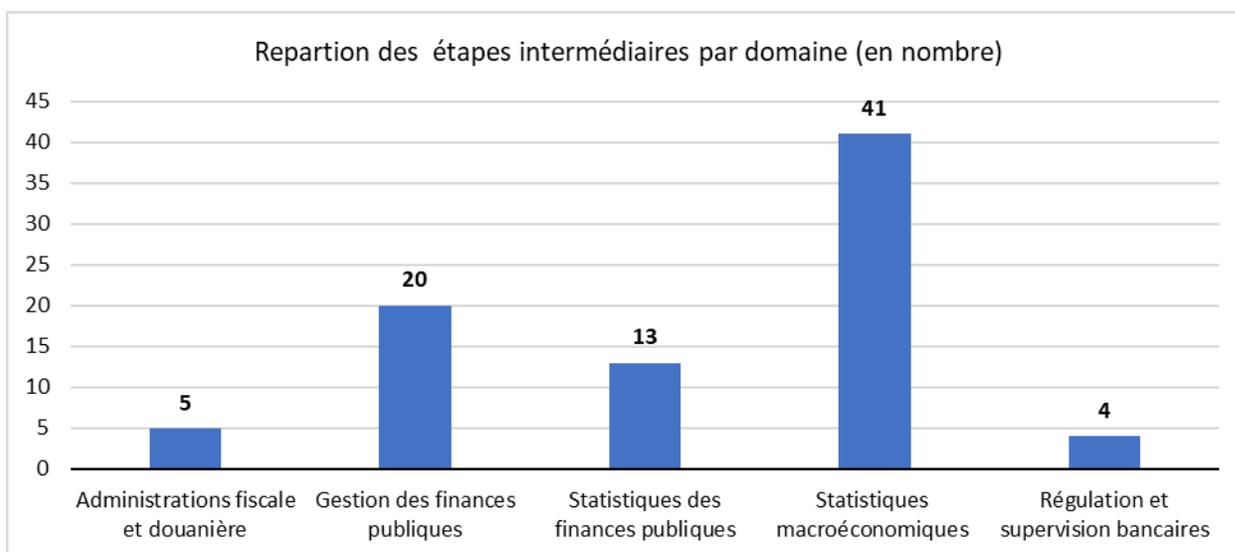
**17. La situation des étapes intermédiaires décrite ci-dessous concerne uniquement le premier semestre de l'année fiscale 2022.** Elle a été obtenue sur la base des informations renseignées par les conseillers résidents dans le système CDMAP. L'outil de gestion axée sur les résultats du FMI (CDMAP) est alimenté avec les étapes intermédiaires (jalons). Le catalogue de la gestion axée sur les (Catalogue RBM) contenu dans CDMAP décrit les axes de travail, les objectifs, les résultats et les indicateurs associés que le développement des capacités du FMI soutient généralement.

**18. L'outil de gestion axée sur les résultats du FMI (CDMAP) est alimenté avec les étapes intermédiaires (milestones). Ces étapes intermédiaires sont définies par les conseillers, en liaison avec les autorités (lors de l'élaboration des programmes de travail annuels), puis validés par le FMI, sur la base du cadre logique RBM (Catalogue RBM des objectifs stratégiques de renforcement de capacités).** Les étapes intermédiaires sont limitées dans le temps et concourent à la réalisation d'un résultat et représentent des marqueurs de progrès significatifs. Ils permettent d'évaluer les résultats escomptés au regard des réalisations des autorités bénéficiaires des activités de renforcement des capacités dans les domaines du Centre.

**19. Le catalogue de la gestion axée sur les (Catalogue RBM) contenu dans CDMAP décrit les axes de travail, les objectifs, les résultats et les indicateurs associés que le développement des capacités du FMI soutient généralement.** Le catalogue RBM est spécifique à chaque domaine et peut évoluer au cours d'une ou plusieurs années fiscales. L'utilisation des éléments standardisés du catalogue permet au FMI de suivre et de comparer les résultats entre les projets.

**20. Durant le premier semestre de l'année fiscale 2022, le Centre a continué à délivrer ses activités de renforcement des capacités à distance.** A la fin du premier semestre, le Centre a contribué et mis en œuvre 83 étapes intermédiaires (graphique 6).

**Graphique 6 : Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)**



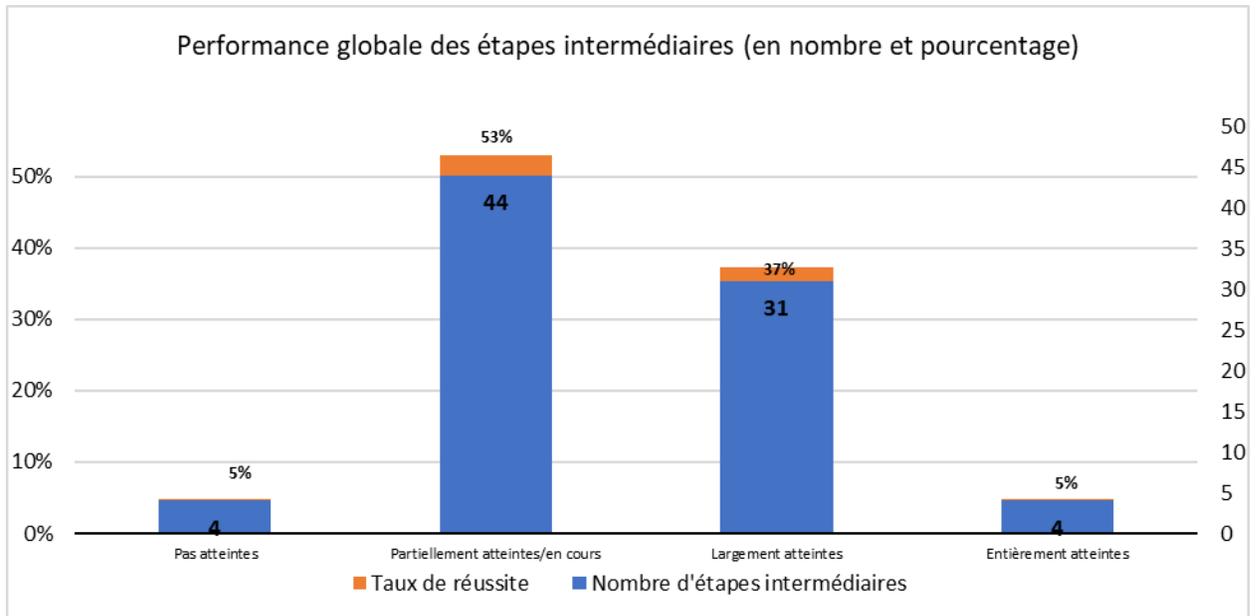
Source : AFRITAC Centre

**21. Plusieurs raisons peuvent expliquer la disparité du nombre d'étapes intermédiaires entre les domaines.** Dans les domaines de l'administration fiscale et douanière et de la gestion des finances publiques, plusieurs étapes intermédiaires dont la réalisation était prévue pour le premier semestre 2022 ont continué jusqu'en début du second semestre 2022. Ces étapes intermédiaires seront intégrées dans l'analyse annuelle de la situation des étapes intermédiaires. Le nombre important des étapes intermédiaires en cours du domaine des statistiques macroéconomiques est constitué des étapes intermédiaires prévues pour les prochaines années fiscales et pour lesquelles les autorités ont réalisé des avancées significatives à la fin du premier semestre de l'année fiscale 2022. Les étapes intermédiaires du domaine de la régulation et de la supervision bancaires ont été réalisées en fin du premier semestre de l'année fiscale 2022, après la prise de fonction du nouveau conseiller résident en charge de ce domaine.

**22. A la fin du premier semestre de l'année fiscale 2022, la situation globale du Centre indique que 31 étapes intermédiaires ont été largement atteintes (37%) et 4 entièrement atteintes (5%).** 44 étapes intermédiaires (53 %) sont en cours et 4 étapes in-

termédiaires (5%) n'ont pas été atteintes. A la fin de chaque semestre de l'année fiscale, les conseillers résidents du Centre effectuent les notations des étapes intermédiaires réalisées ou à venir et actualisent les anciennes notations des étapes intermédiaires de leurs cadres logiques pour capter les réalisations faites par les pays bénéficiaires de l'assistance technique.

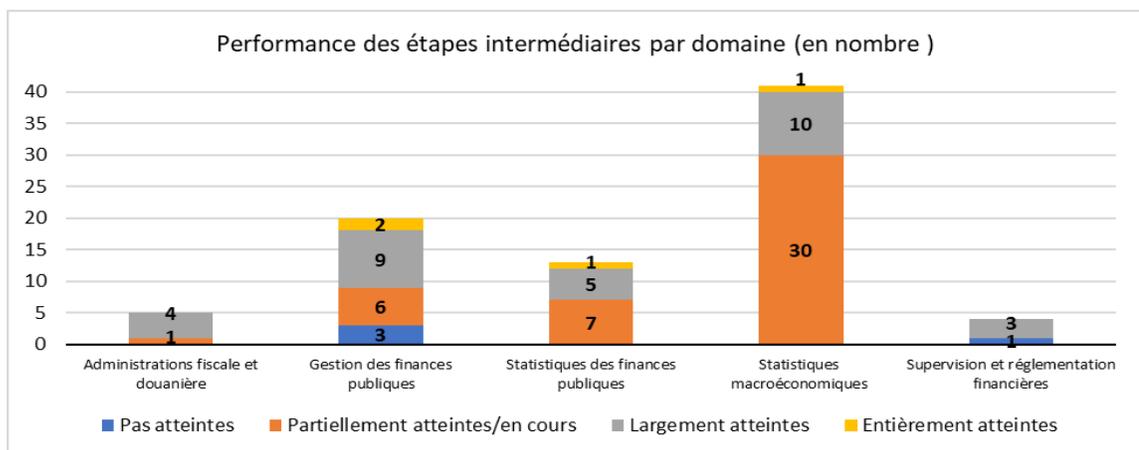
**Graphique 7 : Situation globale des étapes intermédiaires (en nombre et pourcentage)**



Source : AFRITAC Centre

23. Le graphique 8 présente la situation des étapes intermédiaires par domaine. De manière globale, le nombre d'étapes intermédiaires atteintes et en cours dépasse le nombre d'étapes intermédiaires non atteintes.

**Graphique 8 : Situation des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

**Note :** Compte tenu de la nature disparate des domaines d'intervention, les données de notation ne sont pas nécessairement comparables entre elles.

*La Transition de CD-PORT vers CDMAP : Bilan d'étape, réalisations*

**24. Le FMI a définitivement adopté CDMAP comme principal outil de gestion des activités de renforcement des capacités.** La transition de CD-PORT vers CDMAP s'est terminée en fin du premier semestre de l'année fiscale 2022. La nouvelle plateforme CDMAP permettra une meilleure gestion des activités de renforcement des capacités afin de répondre aux besoins de nos pays membres.

*L'évaluation indépendante de la Phase III : Bilan d'étape, réalisations*

**25. Le processus d'évaluation de la Phase III du programme de travail d'AFRITAC Centre (2017-2022) a débuté au milieu du premier semestre de l'année fiscale 2021.** Une première note d'évaluation à mi-parcours est prévue pour cette fin d'année fiscale. Celle-ci intégrera les premières recommandations qui seront présentées lors de la prochaine réunion du Comité d'orientation et serviront de guide dans la préparation du programme de travail de la Phase IV du Centre.

*La nouvelle stratégie de communication du Centre*

**26. Le Centre a finalisé l'élaboration de sa nouvelle stratégie de communication au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022.** La nouvelle stratégie de communication en cours de révision au Siège du FMI permettra non seulement de mieux communiquer avec nos différentes parties prenantes mais aussi de valoriser les activités du Centre et les efforts de réalisation de nos pays membres.

*Les contributions de la gestion axée sur les résultats*

**27. La gestion axée sur les résultats a permis l'appropriation des différents changements apportés par le nouvel outil de travail CDMAP.** Le personnel du Centre a continué de se former et se familiariser avec les nouvelles plateformes de gestion axée sur les résultats. Cette capacité d'adaptation a permis au Centre de continuer à développer les cadres logiques de ses pays membres et répondre à leurs besoins de renforcement des capacités. Afin d'être en phase avec la nouvelle gouvernance RBM du FMI, le Centre propose au public un nouveau modèle de cadre logique se limitant à la présentation des objectifs et des résultats escomptés.

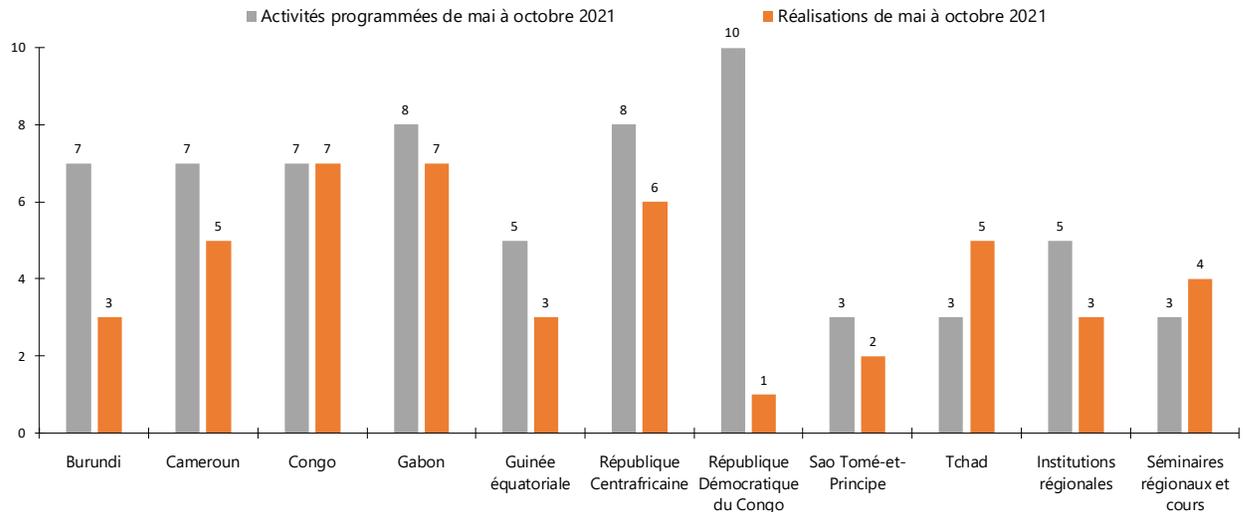
## **B. Exécution du programme : activités et ressources**

*Activités*

**28. Durant le premier semestre de l'année fiscale 2022, le Centre a réalisé 70% des activités prévues de son programme de travail** (46 activités réalisées ; annexe 2). Les missions d'assistance technique du Centre ont couvert l'ensemble de ses domaines

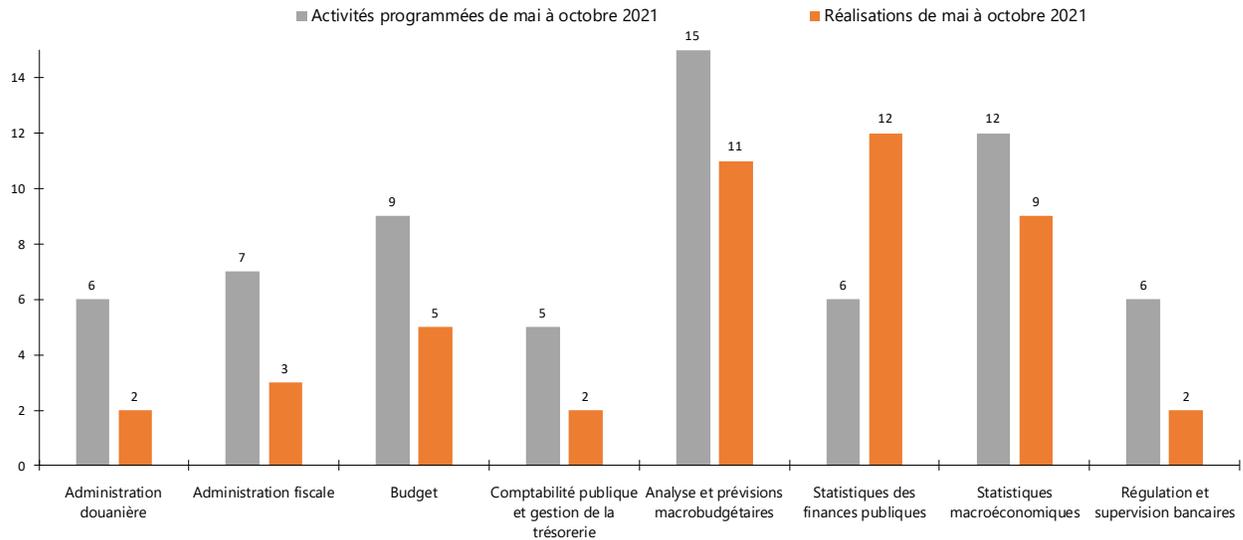
d'intervention (annexe 2 ; graphiques 9 et 10). Au premier semestre, le Centre a réalisé l'ensemble des séminaires régionaux prévus dans le programme initial.

**Graphique 9 : Activités par pays (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

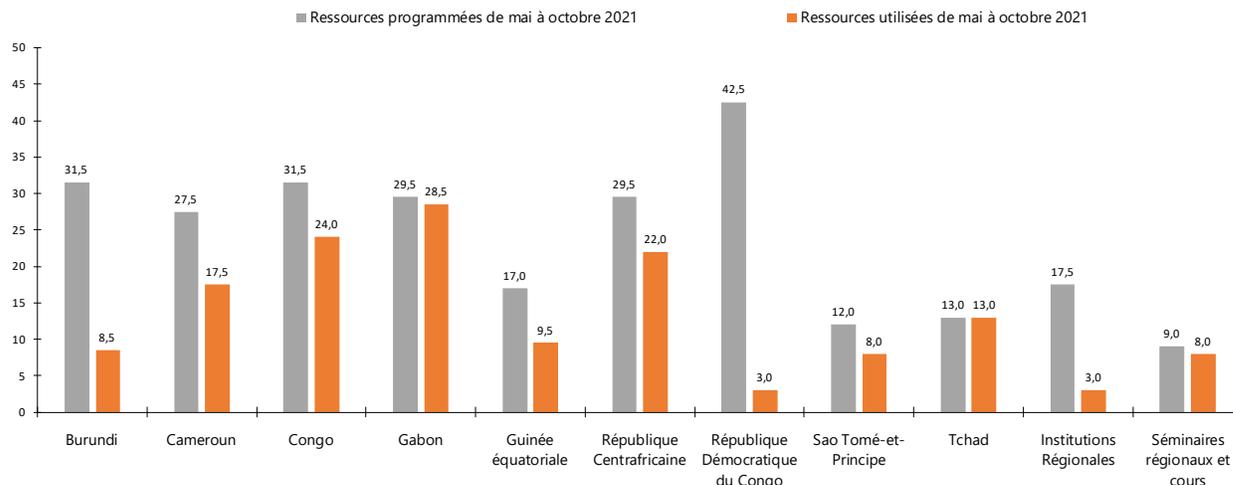
**Graphique 10 : Activités par domaine (en nombre)**



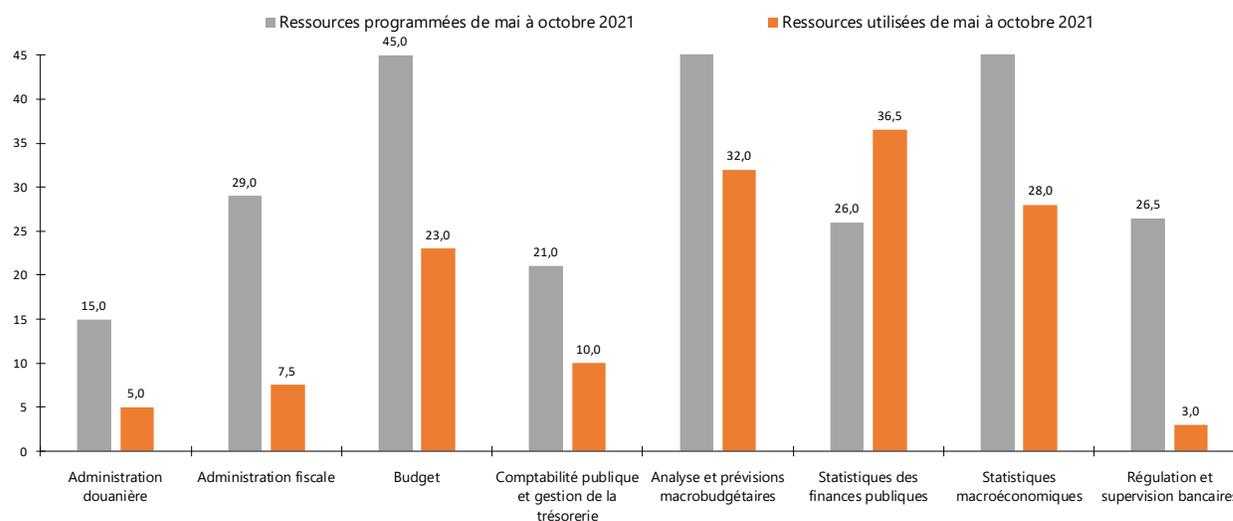
Source : AFRITAC Centre

### Ressources

**29. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022, le Centre a consacré 145 personnes semaines (vs 206 en 2021) au renforcement des capacités des administrations des pays membres soit 56% de ses ressources programmées à la mise en œuvre du programme de travail** (annexes 3, 3.a, 3.b, 3.c, et 3.d ; graphiques 11 et 12). Les chiffres montrent un niveau d'utilisation des ressources de 50% (vs 86% en 2020) en faveur des pays fragiles et de 77% pour ceux de la CEMAC.

**Graphique 11 : Ressources par pays (en personnes semaines)**

Source : AFRITAC Centre

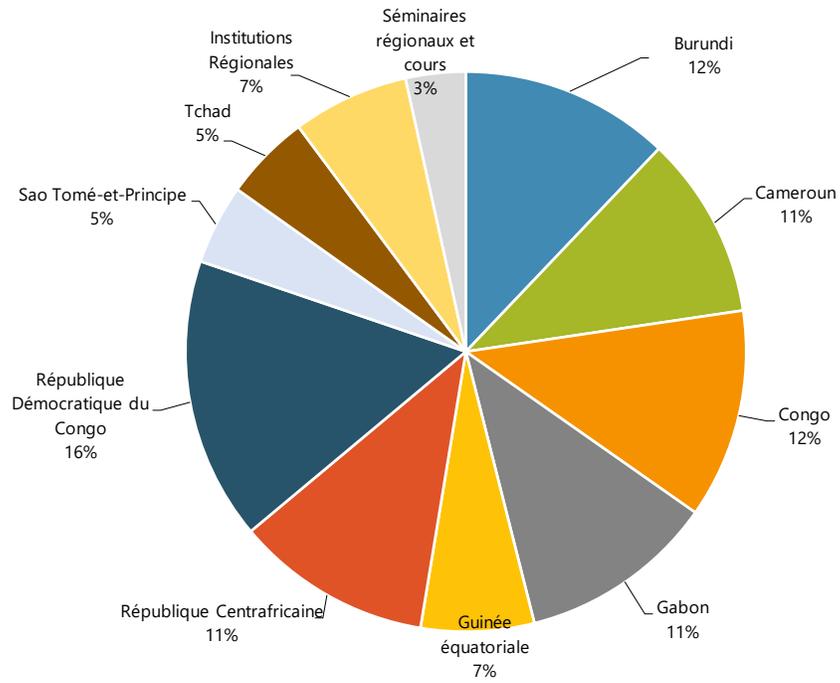
**Graphique 12 : Ressources par domaine (en personnes semaines)**

Source : AFRITAC Centre

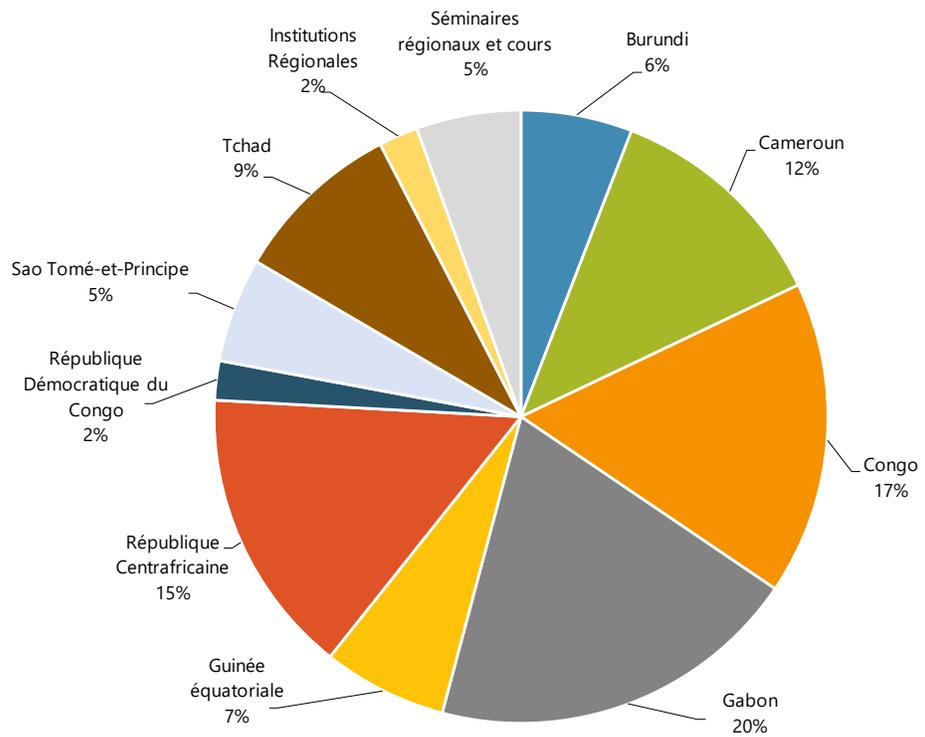
**30. Au cours du premier semestre, l'ensemble des pays membres et des institutions régionales ont reçu les appuis du Centre** (graphique 13). Dans les domaines des statistiques, le Centre a noté une forte demande, notamment dans le domaine des statistiques des finances publiques. Cette démarche répond aux demandes ponctuelles en lien avec la crise du COVID-19 et la nécessité pour les pays sous programme avec le FMI de respecter certains repères structurels. Durant cette période, le Centre a consacré 54% des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques) et 44 % au renforcement des statistiques et le reste de ses ressources à la régulation et supervision bancaires (graphique 14).

**Graphique 13 : Répartition des ressources par pays (en pourcentage)**

**Prévision**

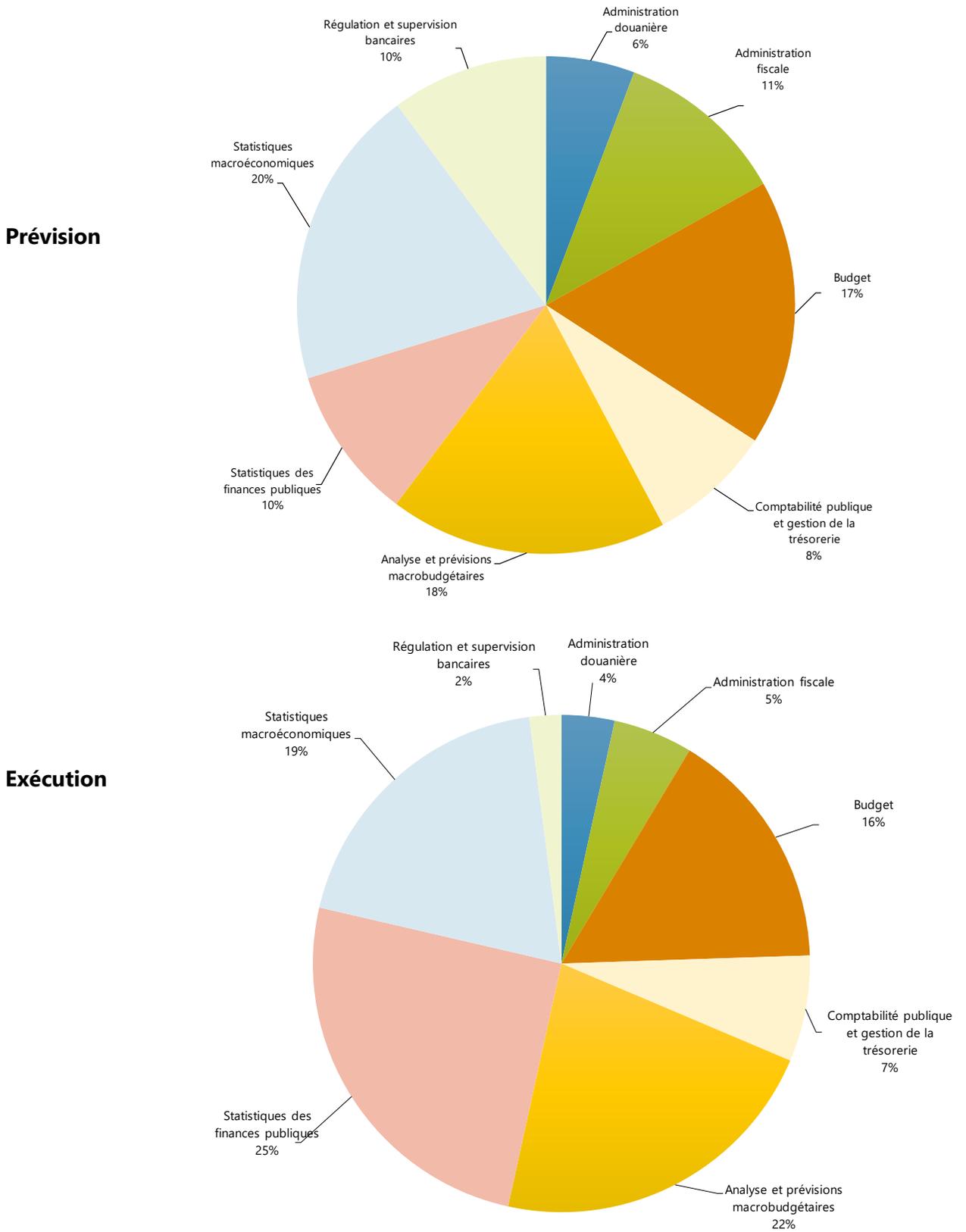


**Exécution**



**Source : AFRITAC Centre**

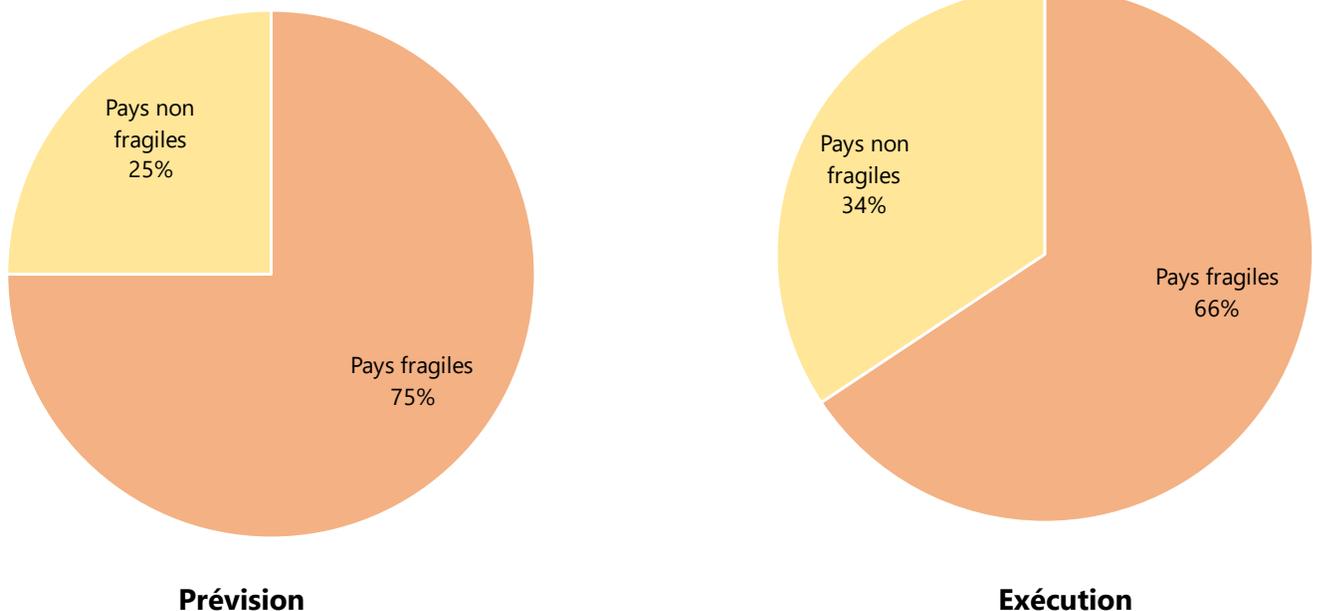
**Graphique 14 : Répartition des ressources par domaine (en pourcentage)**



**Source : AFRITAC Centre**

**31. Au cours du semestre, le Centre a consacré 66% de ses ressources aux pays membres en situation de fragilité** (graphique 15). Ainsi, le Centre contribue à la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités. Plus concrètement, le Centre a multiplié des appuis aux pays notamment dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la COVID-19 afin de leur permettre de renforcer leurs capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID-19 ainsi que dans les domaines de la gestion des finances publiques et des statistiques.

**Graphique 15 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire<sup>9</sup> (en pourcentage)**



**Source :** AFRITAC Centre

*Appui en gestion de la dette publique*

**32.** Au cours du premier semestre, les pays membres du Centre ont continué de bénéficier des appuis en gestion de la dette publique. Une analyse des résultats est disponible dans l'annexe 5 jointe au présent rapport.

*Personnel*

**33.** Le Centre a accueilli au mois de janvier 2022 un nouveau conseiller résident qui couvrira le domaine de l'administration douanière (annexe 6).

<sup>9</sup> Cette répartition ne prend pas en compte la part des ressources utilisées pour les séminaires régionaux et les institutions régionales.

### III. PERFORMANCE PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2021

**34. Les principales réalisations atteintes par pays au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 (du 1<sup>er</sup> mai 2021 au 31 octobre 2021) sont décrits dans les sections suivantes.** Ces résultats sont présentés conformément au nouveau cadre de gestion axée sur les résultats du FMI. Pour plus de détails sur la performance des activités menées par le Centre au cours du semestre, nous vous invitons à visiter la section « [Actualités](#) » de notre site web.

#### Burundi

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 au Burundi ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

##### Administration douanière

- Suivi de la mise en œuvre de la stratégie de contrôle des valeurs des importations déclarées.

##### Statistiques des finances publiques

- Poursuite de l'appui technique visant à mettre à jour selon le MSFP 2014 par la mise en place des tables de passage entre les classifications des comptes du pays et celles du MSFP 2014, ainsi que par la production des TOFEs annuels base MSFP 2014 pour les années 2015, 2016 et 2017.

##### Statistiques macroéconomiques

- Appui à l'ISTEEBU dans la mise en place d'une maquette pour l'élaboration du PIB trimestriel en valeur et en volume chaîné suivant les recommandations du manuel des comptes nationaux trimestriels.

#### Cameroun

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 au Cameroun ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

##### Gestion des finances publiques

- Diagnostic du processus de décentralisation financière en ligne avec le cadre de gestion des finances publiques issu de la transposition des directives de la CEMAC.

- Renforcement de la surveillance, la gouvernance et la maîtrise des risques budgétaires dans la gestion des entreprises publiques.
- Renforcement des capacités des cadres sur les macroprocessus en matière de budgétisation et de gestion des dépenses de personnel y compris sur les contraintes d'utilisation du SIGIPES 2.
- Développement d'une démarche de contrôle interne budgétaire au ministère de l'éducation de base.
- Production d'un Document Budgétaire Sensible au Genre comme annexe au projet de loi de finances 2022 (**Encadré 1**).

#### **Encadré 1 : Mission d'expérimentation de la budgétisation sensible au genre au Cameroun**

Après avoir assisté en mars 2021 les autorités camerounaises à identifier les points d'entrée de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) dans le processus budgétaire et organisé en avril 2021 un atelier de co-production des outils de la BSG, la présente mission a appuyé l'expérimentation de la BSG au titre de l'élaboration du budget 2022.

Au cours de cette mission, l'architecture globale du Document Budgétaire Sensible au Genre a été arrêtée en priorisant l'établissement des liens essentiels entre le budget et la réduction des inégalités du genre. Le contenu du document a été enrichi par une analyse de la prise en compte du genre au niveau des budgets ministériels menée de manière approfondie et selon une démarche harmonisée. En outre, l'analyse budgétaire établie par les administrations pilotes, cantonnée initialement dans l'examen des Cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) sous un prisme genre explicite, a été approfondie et élargie à l'ensemble des déterminants de la dépense.

La mission a procédé à la revue de la méthodologie de classification et de catégorisation des dépenses selon la sensibilité genre développée par le Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF), sur la base de meilleures pratiques internationales en privilégiant l'auto-évaluation menée par chaque administration sectorielle qui dispose d'une connaissance fine de sa planification et sa programmation (marquage ex-ante) et des éléments relatifs à l'exécution (marquage ex-post).

L'appui de l'AFC a permis aux autorités camerounaises de produire, pour la première fois, comme annexe au projet de loi de finances 2022, un Document Budgétaire Sensible au Genre qui devra, au fil des années, monter davantage en qualité pour documenter les politiques en matière de réduction des inégalités sur le genre. A ce sujet, AFC a fait des recommandations et indique les modalités pratiques de leur mise en œuvre.

### Statistiques macroéconomiques

- Extension du champ des comptes nationaux par la mise en place des comptes financiers élaborés selon le SCN 2008 et conformes à l'année de base 2016.

## Congo

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 en République du Congo ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

### Administration douanière

- Appui à la création d'une *task force* ad hoc pour identifier les déclarations non apurées des différents régimes suspensifs.

### Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires

- Renforcement du modèle de prévision macroéconomique et budgétaire (PREMA-Congo).
- Révision des méthodologies de quantification des risques budgétaires, adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires et élaboration d'une feuille de route pour la collecte des informations et l'élaboration de la première mouture du rapport annuel sur les risques budgétaires.

### Statistiques des finances publiques

- Etablissement des statistiques des finances publiques pour le sous-secteur de la Sécurité Sociale (Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS) pour 2017 et 2018) et l'Administration Centrale Budgétaire pour l'exercice et le TOFE pour 2020.

### Statistiques macroéconomiques

- Appui à l'INS dans l'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA) de 2020 avec un accent particulier sur l'utilisation de la nouvelle série des indices des prix à la consommation.

## Gabon

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 au Gabon ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

#### Administration fiscale

- Evaluation de l'impact de la crise COVID-19 et les mesures d'atténuations prises sur le recouvrement des recettes.

#### Gestion des finances publiques

- Appui à l'adoption du cahier des charges fonctionnel devant encadrer le développement des fonctionnalités permettant l'élaboration et l'exécution des plans d'engagement dans VECTIS,
- Elaboration d'un premier lot de trois d'instructions comptables relatives au bilan d'ouverture, aux actifs non-financiers et aux états financiers,
- Préparation d'un deuxième lot de trois instructions comptables sur les opérations de trésorerie, les charges et les produits fiscaux et non-fiscaux.

#### Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires

- Révision des méthodologies de quantification des risques budgétaires, adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires et benchmarking avec les risques retenus par les équipes du FMI et les risques simulés dans le cadre du Cadrage Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) et de l'Analyse de Viabilité de la Dette.

#### Statistiques des finances publiques

- L'élaboration de la situation des opérations (TOFE) de l'administration centrale budgétaire à partir du TOFE base MSFP 1986 pour l'exercice 2020.
- L'établissement de tableaux de correspondance entre les situations d'exécution budgétaire des collectivités locales et les classifications du MSFP 2014, ainsi que l'élaboration de la situation des opérations financières de l'Etat (TOFE) des collectivités locales sur la période 2018 à 2020.
- La production d'une situation des opérations consolidée entre l'administration centrale budgétaire et les collectivités locales sur la période 2018 à 2020.

## Guinée équatoriale

### Statistiques des finances publiques

- Formation des nouveaux membres de la Commission TOFE sur la méthodologie du MSFP 2014, et mise à jour des tableaux de passage au MSFP 2014 pour tous les sous-secteurs du secteur public, en vue de l'extension du champ des statistiques des finances publiques.

### Statistiques macroéconomiques

- Mise en place de la première série des comptes nationaux trimestriels pour la période 2016 (trimestre 1) - 2021 (trimestre 2).

## République centrafricaine

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 en République centrafricaine ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

### Administration fiscale

- Identification des points critiques à régler pour le déploiement de la plateforme de déclaration et de paiement électronique SETI ciblant les grands contribuables.

### Gestion des finances publiques

- Elaboration du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) pour les années 2022-2024 à partir des données disponibles.

### Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires

- Révision et renforcement du modèle de prévision macroéconomique utilisé par le Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire.
- Révision des méthodologies de quantification des risques budgétaires et adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires.

### Statistiques des finances publiques

- Construction d'une nouvelle table de passage de production du TOFE selon MSFP 1986, et production du TOFE base MSFP 2014 pour l'exercice 2020.

#### Statistiques macroéconomiques

- Amélioration de l'outil de compilation des comptes par la prise en compte des données des sources administratives dans le processus d'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA) de bonne qualité.

### République démocratique du Congo

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 en République démocratique du Congo ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

#### Statistiques des finances publiques

- Poursuite des travaux de mise à jour des statistiques des finances publiques en élaborant les TOFEs de 2019 et 2020.

### Sao Tomé-et-Principe

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 en République démocratique de Sao Tomé-et-Principe ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

#### Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires

- Poursuite du développement du Modèle de Prévision Macroéconomique pour les travaux de l'Unité Macrobudgétaire.

#### Statistiques macroéconomiques

- Appui à l'Institut National de la Statistique dans la finalisation de la documentation des travaux et la publication des résultats de la réconciliation du PIB selon les approches de production et de dépense en utilisant la base 2008.

### Tchad

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 en République du Tchad ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

#### Gestion des finances publiques

- Validation du projet de loi portant règles de création et statut général des établissements publics et du plan d'action pour sa mise en œuvre.

- Proposition de formats restitutions relatives aux comptes de résultats avec les règles de gestion associées permettant leur implémentation dans le nouveau système d'information en cours de développement.

#### Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires

- Formation des cadres sur les méthodologies de quantification de quelques risques budgétaires, adaptation au canevas harmonisé régional du rapport sur les risques budgétaires et benchmarking avec les risques retenus par les équipes du FMI et les risques simulés dans le cadre du CBMT et de l'AVD.
- Formation virtuelle à des fonctionnaires travaillant sur les questions de la dette au ministère des Finances, au ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement et à la banque centrale régionale (BEAC).

#### Statistiques des finances publiques

- Appui à la compilation du TOFE couvrant l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) pour 2020.

#### Statistiques macroéconomiques

- Appui à l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) dans la revue des données sources et les méthodologies utilisées dans les travaux de changement d'année de base des comptes nationaux. et la migration au SCN 2008.

### **CEMAC – Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale**

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022 auprès de la CEMAC ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

#### Administration fiscale

- Rédaction d'un projet de code régional des procédures fiscales, d'un questionnaire pour mener la première enquête régionale et d'un calendrier pour activer l'Observatoire de la mise en œuvre de la législation douanière et fiscale partir de début 2022.

#### Gestion des finances publiques

- Elaboration d'un guide pratique de mise en œuvre du CICE dans le contexte du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale.

- Elaboration du guide régional sur le bilan d'ouverture.
- Participation aux travaux d'élaboration d'un guide inter-régional sur la gestion de la trésorerie et la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT) à la Banque centrale.

### Séminaires et cours régionaux

- Séminaire de renforcement des capacités des cadres dans l'exploitation des données des sources administratives à l'aide de la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR) développée par le Département des Statistiques du FMI.
- Séminaire de renforcement des capacités des cadres des instituts nationaux de la statistique (INS) des pays membres sur l'apurement des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des sociétés financières et non financières et leur traitement pour des fins de comptabilité nationale.
- Séminaire inter-régional avec AFRITAC Ouest 1 en supervision et réglementation bancaires sur les approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques (**Encadré 2**).
- Séminaire inter-régional, en collaboration avec AFRITAC Ouest, sur les mesures spéciales de supervision bancaire en période de pandémie et la préparation des Autorités à la sortie de crise.
- Séminaire avec la Commission de la CEMAC, sur la conjoncture économique au premier semestre 2021 et la prévision économique à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar.

## **Encadré 2 : Activité de développement des capacités sur les pratiques émergentes relatives à la prise en compte des risques liés au changement climatique dans les cadres de supervision et de réglementation bancaires**

L'AFC et l'AFW ont organisé un webinaire visant à sensibiliser les superviseurs bancaires francophones de l'Afrique centrale et de l'ouest (ainsi que les superviseurs des Comores et Madagascar, deux pays francophones d'AFRITAC Sud) aux risques liés au changement climatique et à permettre un partage d'informations fructueux, en fournissant des exemples d'approches émergentes, y compris sur le travail du *Network for Greening the Financial System* (NGFS).

Deux exemples (de France et du Maroc) ont été fournis sur les approches des superviseurs pour traiter les risques liés au changement climatique dans leurs cadres de supervision et de réglementation prudentiels. Des représentants du *Network for Greening the Financial System* (NGFS) ont présenté une vue d'ensemble du travail effectué et des bonnes pratiques identifiées.

Le webinaire de 4 heures a été conçu avec l'ambition d'augmenter la conviction des Autorités participantes sur l'importance des risques liés au climat dans la sous-région et d'envisager la possibilité de développer une feuille de route et de mettre en œuvre des actions de supervision associées. Dans cette optique, sur la base des rapports publiés par le FMI pour la région, le webinaire a illustré l'exposition de l'Afrique sub-saharienne aux risques liés au climat, a rappelé les principales définitions utilisées (notamment les risques physiques et de transition), les canaux de transmission des risques liés au changement climatique au secteur financier, ainsi que les impacts de ces risques sur les catégories de risques habituelles évaluées par les superviseurs.

Les activités du NGFS ont ensuite été présentées ainsi que les résultats obtenus dans trois chantiers en cours (supervision microprudentielle, analyse de scénarios et tests de résistance, lacunes dans les données) et les publications associées. Deux Autorités ont ensuite détaillé leurs actions, en précisant leurs caractéristiques historiques et organisationnelles ainsi que certaines réalisations. La position du Fonds monétaire international, et en particulier l'importance des risques liés au changement climatique pour la stabilité financière, a enfin été soulignée.

Au total, 89 superviseurs et responsables bancaires ont participé au webinaire (la plupart d'entre eux ayant assisté à plusieurs sessions ou à la totalité du webinaire). Les questions posées à la fin de chacune des présentations ont montré l'intérêt des participants pour le sujet, matérialisé par l'intérêt de devenir membre du NGFS et la demande de renseignements sur la façon de rédiger une feuille de route.

Un questionnaire élaboré par le département monétaire et des marchés de capitaux a permis de comprendre l'importance perçue des risques liés au changement climatique, les initiatives existantes pour faire face aux risques liés au changement climatique et les attentes des Autorités concernant l'identification, l'évaluation, la gestion et la supervision des risques liés au changement climatique.

Les réponses au questionnaire ont permis d'apprendre que si une Autorité a déjà avancé dans sa réflexion et prévoit de dévoiler une feuille de route en 2022 ou 2023, deux autres Autorités envisagent également de développer des actions ou des stratégies à relativement court terme (18 mois) tandis que trois autres sont conscientes des enjeux liés au climat mais ne prévoient pas

d'en faire une priorité à court terme, notamment en raison du manque de personnel adéquat.

Pour aller de l'avant, les Autorités pourraient commencer à travailler sur (i) le développement de la formation interne et la sensibilisation du secteur bancaire à la gestion des risques liés au changement climatique, (ii) la caractérisation des risques liés au changement climatique dans leur pays et son impact sur le secteur bancaire, (iii) l'évaluation de l'exposition du secteur bancaire au risque climatique et l'adéquation de leur cadre de gestion du risque dans ce domaine, (iv) l'émission de lignes directrices, formalisant les attentes prudentielles, aux banques sur la gestion du risque climatique (et plus tard : le développement de normes prudentielles spécifiques, lorsque les normes internationales seront stabilisées).

En s'appuyant sur la formalisation des normes/cadre internationaux, l'assistance technique bilatérale de l'AFC et de l'AFW pourrait commencer à couvrir les besoins de formation interne, avant de s'engager, en temps voulu, dans des activités de renforcement des capacités plus opérationnelles sur la réglementation et la supervision des risques liés au changement climatique.



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités**  
**pour l'Afrique Centrale**



**CADRE LOGIQUE**

**Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale**

## **Cadres logiques du Centre Régional de développement des capacités pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Extrait couvrant le premier semestre de l'année fiscale 2022)**

### ***Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?***

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport semestriel au Comité d'orientation ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, à savoir :

- Administration des revenus
- Gestion des finances publiques
- Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires
- Statistiques des finances publiques
- Statistiques macroéconomiques
- Gestion de la dette publique<sup>1</sup>
- Régulation et supervision bancaires

### ***Que contiennent les cadres logiques ?***

Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutées et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2020, 21 et 22, ces cadres logiques sont disponibles à la demande. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

### ***Comment fonctionne le système de notation ?***

Les conseillers résidents notent les étapes intermédiaires et les résultats escomptés en utilisant une échelle de notation de 1 à 4 suivis d'un code couleur correspondant (1 : Pas atteint ; 2 : Partiellement atteint ; 3 : Atteint ; 4: Largement atteint). Les notations ont pour objectif de mesurer les progrès atteints dans la réalisation des activités d'assistance technique du Centre

### ***Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?***

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des États membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités de renforcement de capacités de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du Centre, de ne pas modifier le contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités de renforcement des capacités du Centre.

---

<sup>1</sup> Le cadre logique du domaine de la gestion de la dette publique est présenté à titre indicatif en raison du financement de ce domaine par le mécanisme de gestion de la dette (DMF) à partir de l'année fiscale 2021.

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	PaysAFC
Administration douanière	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Le contrôle douanier pendant le processus de dédouanement garantit plus efficacement l'exactitude des déclarations.	x		x										
Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	PaysAFC
Administration fiscale	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	Une plus grande proportion de contribuables remplissent leurs obligations de paiement et de déclaration comme l'exige la loi						x							
		Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.											x		
	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	L'audit et les autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports.				x									

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC
Gestion des finances publiques (volet prévisions macroéconomiques)	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	L'analyse et la présentation des risques macroéconomiques sont améliorées			x	x		x			x				
	Préparation d'un budget complet, crédible et fondé sur des politiques.	Un cadre macro-fiscal à moyen terme plus crédible qui soutient la préparation du budget.			x			x							x
	Amélioration des lois et institutions institutions gestion des finances publiques efficaces	La capacité du ministère des finances à planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de la gestion des finances publiques est renforcée.								x					
Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC
Gestion des finances publiques (volet budget)	Amélioration de l'exécution et du contrôle du budget	Le suivi et les contrôles de l'exécution du budget sont renforcés				x									
		L'exécution et les contrôles budgétaires sont renforcés		x											
	Préparation d'un budget complet, crédible et fondé sur des politiques.	Les informations sur les ressources et les performances par programme sont incluses dans la documentation budgétaire.		x											
Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC
Gestion des finances publiques (volet comptabilité publique)	Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports fiscaux	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports financiers.				x									
	Amélioration des lois et institutions institutions gestion des finances publiques efficaces	Un cadre juridique plus complet, couvrant toutes les étapes du cycle de gestion des finances publiques, est adopté.											x		

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC		
<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationalement reconnues, notamment en développant l'infrastructure statistique, les données sources, la facilité d'utilisation et/ou les métadonnées.	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public.		x							x						
		Les données de base sont suffisantes pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques.	x	x	x	x	x		x			x					
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide.	x							x							
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide.								x							
		Renforcement des capacités du personnel par la formation, notamment en ce qui concerne l'élaboration des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion.							x								

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroon	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC	
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationalement acceptées, y compris le développement de l'infrastructure statistique, des données sources, de la facilité d'entretien et/ou des métadonnées	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
		Amélioration de l'actualité des données mises à disposition en interne et/ou au public (délai plus court)							x							
		Les ressources sont suffisantes pour compiler et diffuser des statistiques macroéconomiques et financières								x		x				
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux							x							
		Renforcement des capacités du personnel grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion	x				x					x				
		Des données à plus haute fréquence ont été compilées et diffusées en interne et/ou au public			x											

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	CEMAC	BEAC	COBAC	Pays AFC
Gestion de la dette publique	Réduire le coût et le risque de la dette publique en élargissant les choix de financement sur les marchés de capitaux nationaux et internationaux.	Un marché primaire efficace, avec des émissions via des mécanismes basés sur le marché.											x		
	Emprunter au coût le plus bas possible, sous réserve d'un niveau de risque prudent.	Le personnel peut utiliser efficacement l'outil analytique (AT) du MLSD.			x										
		Amélioration de la gestion des risques opérationnels.							x						
	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette - DMF	La législation sur la gestion de la dette fournit un cadre pour la gestion de la dette.										x			

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatioriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC
<b>Supervision et réglementation bancaires</b>	Mettre en œuvre un système de surveillance basé sur le risque (RBS) et améliorer d'autres processus de surveillance - RBS	Les superviseurs traitent en temps utile les pratiques ou activités dangereuses et peu sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire.													x
	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport								x					
	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en oeuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres process								x					



## ANNEXE 2

### ACTIVITES REALISEES PAR PAYS Mai à Octobre 2021 (En nombre d'activités)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à Octobre 2021								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Burundi	7	3	0	0	0	0	3	43	
Cameroun	7	5	0	0	0	0	5	71	
Congo	7	7	0	0	0	0	7	100	
Gabon	8	7	0	0	0	0	7	88	
Guinée équatoriale	5	3	0	0	0	0	3	60	
République Centrafricaine	8	6	0	0	0	0	6	75	
République Démocratique du Congo	10	1	0	0	0	0	1	10	
Sao Tomé-et-Principe	3	2	0	0	0	0	2	67	
Tchad	3	5	0	0	0	0	5	167	
Institutions régionales	5	3	0	0	0	0	3	60	
Séminaires régionaux et cours	3	0	4	0	0	0	4	133	
<b>Total général</b>	<b>66</b>	<b>42</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>46</b>	<b>70</b>	
<b>Pays fragiles <sup>1</sup></b>	42	27	0	0	0	0	27	64	
<b>Pays de la CEMAC <sup>2</sup></b>	38	33	0	0	0	0	33	87	

<sup>1</sup> Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad  
<sup>2</sup> Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



## ANNEXE 2

### ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE

Mai à Octobre 2021  
(En nombre d'activités)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à Octobre 2021							
	Programmation	Réalisation						
		Missions	Webinaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Total général	Taux de réalisation (en %)
Administration douanière	6	2	0	0	0	0	2	33
Administration fiscale	7	3	0	0	0	0	3	43
Gestion des finances publiques	14	7	0	0	0	0	7	50
<i>Budget</i>	9	5	0	0	0	0	5	56
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	5	2	0	0	0	0	2	40
Analyse et prévisions macrobudgétaires	15	11	0	0	0	0	11	73
Statistiques des finances publiques	6	12	0	0	0	0	12	200
Statistiques macroéconomiques	12	7	2	0	0	0	9	75
Régulation et supervision bancaires	6	0	2	0	0	0	2	33
<b>Total général</b>	<b>66</b>	<b>42</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>46</b>	<b>70</b>

**Note :** La gestion des finances publiques inclut les activités des deux domaines suivants : (1) budget et (2) comptabilité publique et la gestion de la trésorerie.



**ANNEXE 3**

**RESSOURCES PAR PAYS  
MAI à OCTOBRE 2021  
(En personnes semaines)**

Pays /Type d'activité	Mai à Octobre 2021								
	Programmation	Utilisation						Total général	Taux d'utilisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Cours	HQ Led Missions	Apprentissage entre pairs			
Burundi	31,5	8,5	0,0	0,0	0,0	0,0	8,5	27,0	
Cameroun	27,5	17,5	0,0	0,0	0,0	0,0	17,5	63,6	
Congo	31,5	24,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,0	76,2	
Gabon	29,5	28,5	0,0	0,0	0,0	0,0	28,5	96,6	
Guinée équatoriale	17,0	9,5	0,0	0,0	0,0	0,0	9,5	55,9	
République Centrafricaine	29,5	22,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22,0	74,6	
République Démocratique du Congo	42,5	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	7,1	
Sao Tomé-et-Principe	12,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,0	66,7	
Tchad	13,0	13,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,0	100,0	
Institutions Régionales	17,5	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	17,1	
Séminaires régionaux et cours	9,0	0,0	8,0	0,0	0,0	0,0	8,0	88,9	
<b>Total général</b>	<b>260,5</b>	<b>137,0</b>	<b>8,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>145,0</b>	<b>55,7</b>	
<b>Pays fragiles <sup>1</sup></b>	175,5	88,0	0,0	0,0	0,0	0,0	88,0	50,1	
<b>Pays de la CEMAC <sup>2</sup></b>	148,0	114,5	0,0	0,0	0,0	0,0	114,5	77,4	
<sup>1</sup> Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad									
<sup>2</sup> Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad									



**ANNEXE 3**  
**RESSOURCES PAR DOMAINE**  
**MAI à OCTOBRE 2021**  
**(En personnes semaines)**

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à Octobre 2021								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux d'utilisation (en %)
		Missions	Webinaires régionaux	Visites professionnelles	Cours	HQ Led Missions			
Administration douanière	15,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	33,3	
Administration fiscale	29,0	7,5	0,0	0,0	0,0	0,0	7,5	25,9	
Gestion des finances publiques	66,0	33,0	0,0	0,0	0,0	0,0	33,0	50,0	
<i>Budget</i>	<i>45,0</i>	<i>23,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>23,0</i>	<i>51,1</i>	
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	<i>21,0</i>	<i>10,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>10,0</i>	<i>47,6</i>	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	47,0	32,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,0	68,1	
Statistiques des finances publiques	26,0	36,5	0,0	0,0	0,0	0,0	36,5	140,4	
Statistiques macroéconomiques	51,0	23,0	5,0	0,0	0,0	0,0	28,0	54,9	
Régulation et supervision bancaires	26,5	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	11,3	
<b>Total général</b>	<b>260,5</b>	<b>137,0</b>	<b>8,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>145,0</b>	<b>55,7</b>	

**Note :** La gestion des finances publiques inclut les activités des deux domaines suivants : (1) budget et (2) comptabilité publique et la gestion de la trésorerie.

**ANNEXE 3-A**  
**SUIVI DES RESSOURCES PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2021**  
**(EN PERSONNES SEMAINES)**

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées		Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	
	Année fiscale 2022		Mai à octobre 2021				Mai à octobre 2021					
	Conseillers		ECT	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT		Total
	Siège	Site		Site	Total			Siège	Site			
<b>I - MISSIONS</b>												
<b>Burundi</b>	<b>10,5</b>	<b>11,0</b>	<b>17,5</b>	<b>9,0</b>	<b>13,5</b>	<b>31,5</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>6,0</b>	<b>8,5</b>	<b>27,0</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5		
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	2,0	3,0	3,0	3,0	3,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
Statistiques macroéconomiques	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
Régulation et supervision bancaires	3,0	6,0	6,5	4,0	4,5	10,5	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>Cameroun</b>	<b>14,5</b>	<b>19,0</b>	<b>18,0</b>	<b>10,0</b>	<b>10,0</b>	<b>27,5</b>	<b>5,0</b>	<b>6,5</b>	<b>6,0</b>	<b>17,5</b>	<b>63,6</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	7,0	11,0	12,0	8,0	8,0	21,0	3,0	4,0	6,0	13,0		
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,5	0,0	1,5		
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>Congo</b>	<b>11,5</b>	<b>14,0</b>	<b>20,0</b>	<b>10,0</b>	<b>14,0</b>	<b>31,5</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>11,0</b>	<b>24,0</b>	<b>75,0</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	6,0	8,0	12,0	6,0	8,0	18,0	3,0	4,0	5,0	12,0		
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,5	2,0	4,5		
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	5,0		
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>Gabon</b>	<b>16,0</b>	<b>18,0</b>	<b>18,0</b>	<b>10,0</b>	<b>10,0</b>	<b>29,5</b>	<b>6,5</b>	<b>12,0</b>	<b>10,0</b>	<b>28,5</b>	<b>96,6</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	1,0	2,0	0,0	2,0	0,0	3,0	0,5	2,0	0,0	2,5		
Gestion des finances publiques	8,5	10,0	12,0	4,0	6,0	14,0	4,0	7,0	7,0	18,0		
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	3,0	3,0	8,0		
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	4,0	2,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>Guinée équatoriale</b>	<b>10,5</b>	<b>3,0</b>	<b>15,0</b>	<b>1,0</b>	<b>9,0</b>	<b>17,0</b>	<b>3,0</b>	<b>0,5</b>	<b>6,0</b>	<b>9,5</b>	<b>55,9</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	1,0	0,0	2,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	3,0	3,0	5,0	1,0	3,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Statistiques des finances publiques	4,0	0,0	4,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,5	4,0	6,5		
Statistiques macroéconomiques	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>République Centrafricaine</b>	<b>14,5</b>	<b>14,0</b>	<b>16,0</b>	<b>8,0</b>	<b>12,0</b>	<b>29,5</b>	<b>6,0</b>	<b>7,0</b>	<b>9,0</b>	<b>22,0</b>	<b>74,6</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		
Gestion des finances publiques	5,0	6,0	8,0	4,0	6,0	14,0	3,0	3,0	5,0	11,0		
Statistiques des finances publiques	4,0	2,0	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>République Démocratique du Congo</b>	<b>15,5</b>	<b>20,0</b>	<b>22,0</b>	<b>14,0</b>	<b>16,0</b>	<b>42,5</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,0</b>	<b>7,1</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	5,0	8,0	9,0	6,0	7,0	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
Statistiques macroéconomiques	4,0	2,0	4,0	2,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Régulation et supervision bancaires	3,0	6,0	5,0	2,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	<b>13,5</b>	<b>14,0</b>	<b>18,0</b>	<b>2,0</b>	<b>6,0</b>	<b>12,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>4,0</b>	<b>8,0</b>	<b>66,7</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	1,0	0,0	2,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	4,0	6,0	6,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Statistiques macroéconomiques	4,0	2,0	4,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
Régulation et supervision bancaires	2,0	4,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>Tchad</b>	<b>14,5</b>	<b>18,0</b>	<b>18,0</b>	<b>2,0</b>	<b>6,0</b>	<b>13,0</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>13,0</b>	<b>100,0</b>	
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	7,0	14,0	10,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
Statistiques des finances publiques	4,0	2,0	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	2,0	4,0	7,0		
Statistiques macroéconomiques	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>AFRISTAT</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>BEAC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

**ANNEXE 3-A**  
**SUIVI DES RESSOURCES PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2021**  
**(EN PERSONNES SEMAINES)**

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées		Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)		
	Année fiscale 2022		Mai à octobre 2021						Mai à octobre 2021				
	Conseillers		ECT	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT		Total	
	Siège	Site		Site	ECT			Siège	Site				
<b>I - MISSIONS</b>													
<b>CEMAC</b>	<b>7,0</b>	<b>2,0</b>	<b>10,0</b>	<b>0,0</b>	<b>4,0</b>	<b>7,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,0</b>	<b>40,0</b>		
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0			
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Gestion des finances publiques	6,0	2,0	6,0	0,0	2,0	5,0	3,0	0,0	0,0	3,0			
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
<b>COBAC</b>	<b>4,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>10,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>		
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Régulation et supervision bancaires	4,0	8,0	8,0	4,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
<b>Total Missions</b>	<b>132,0</b>	<b>141,0</b>	<b>180,5</b>	<b>70,0</b>	<b>104,5</b>	<b>251,5</b>	<b>38,5</b>	<b>40,5</b>	<b>58,0</b>	<b>137,0</b>	<b>54,5</b>		
<b>II - SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS</b>													
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Administration fiscale	2,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Statistiques macroéconomiques	4,0	2,0	1,0	2,0	1,0	7,0	2,0	2,0	1,0	5,0			
Régulation et supervision bancaires	2,5	1,5	1,5	0,5	0,0	2,0	2,0	1,0	0,0	3,0			
<b>Total Séminaires Régionaux et cours</b>	<b>17,0</b>	<b>12,5</b>	<b>13,5</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>	<b>9,0</b>	<b>4,0</b>	<b>3,0</b>	<b>1,0</b>	<b>8,0</b>	<b>88,9</b>		
<b>TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)</b>	<b>149,0</b>	<b>153,5</b>	<b>194,0</b>	<b>72,5</b>	<b>105,5</b>	<b>260,5</b>	<b>42,5</b>	<b>43,5</b>	<b>59,0</b>	<b>145,0</b>	<b>55,7</b>		
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	81,0	96,0	111,5	53,0	71,5	175,5	24,0	26,0	38,0	88,0	50,1		
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	81,5	86,0	105,0	41,0	61,0	148,0	30,0	36,5	48,0	114,5	77,4		

<sup>1</sup> Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

<sup>2</sup> Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



**ANNEXE 3-B**  
**SUIVI DES RESSOURCES PAR DOMAINE AU 31 OCTOBRE 2021**  
**(EN PERSONNES SEMAINES)**

Domaine d'intervention/Pays	Ressources programmées				Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)
	Année fiscale 2022				Mai à octobre 2021				Mai à octobre 2021				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
<b>I - MISSIONS</b>													
<b>Régulation et supervision bancaires</b>	<b>12,0</b>	<b>24,0</b>	<b>23,5</b>	<b>59,5</b>	<b>5,0</b>	<b>10,0</b>	<b>9,5</b>	<b>24,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Burundi	3,0	6,0	6,5	15,5	2,0	4,0	4,5	10,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	3,0	6,0	5,0	14,0	1,0	2,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	4,0	8,0	8,0	20,0	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total missions</b>	<b>132,0</b>	<b>141,0</b>	<b>180,5</b>	<b>453,5</b>	<b>77,0</b>	<b>70,0</b>	<b>104,5</b>	<b>251,5</b>	<b>38,5</b>	<b>40,5</b>	<b>58,0</b>	<b>137,0</b>	<b>54,5</b>
<b>II - SEMINAIRES ET COURS</b>													
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	2,0	1,0	3,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	5,0	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	1,0	7,0	2,0	2,0	1,0	5,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	2,5	1,5	1,5	5,5	1,5	0,5	0,0	2,0	2,0	1,0	0,0	3,0	3,0
<b>Total séminaires et cours</b>	<b>17,0</b>	<b>12,5</b>	<b>13,5</b>	<b>43,0</b>	<b>5,5</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>	<b>9,0</b>	<b>4,0</b>	<b>3,0</b>	<b>1,0</b>	<b>8,0</b>	<b>88,9</b>
<b>TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)</b>	<b>149,0</b>	<b>153,5</b>	<b>194,0</b>	<b>496,5</b>	<b>82,5</b>	<b>72,5</b>	<b>105,5</b>	<b>260,5</b>	<b>42,5</b>	<b>43,5</b>	<b>59,0</b>	<b>145,0</b>	<b>55,7</b>

**ANNEXE 3-C**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR PAYS**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	25/10-5/11/2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Burundi	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	14 - 25 Juin 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	17 - 28 mai 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place de macro processus dans le cadre du contrôle interne budgétaire (Developpement d'un macro processus sur le traitement des salaires)	12 - 25 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Amélioration de la budgétisation et de la gestion des dépenses de personnel	06 - 19 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la budgétisation sensible au genre (opérationnalisation)	14 -27 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge du TOFE sur la procédure d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 du sous-secteur de la sécurité sociale et la consolidation des données statistiques des collectivités locales dans l'ensemble des administrations publiques	4 - 5 Mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes financiers	19 - 28 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
CEMAC	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la rédaction du projet de Livre de procédures fiscales Communautaire	17 - 28/05/2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

**ANNEXE 3-C**  
**RÉALISATIONS DÉTAILLÉES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNÉE FISCALE 2022 PAR PAYS**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	7 - 11 juin 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Rédaction d'un Guide Pratique d'identification, de suivi et de gestion des risques budgétaires	16 - 27 août 2021	2,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	16 - 27/08/2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	24/05 - 04/06/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires	30/08 - 03/09/2021	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance et la gestion des investissements en AE/CP	30 Aout - 10 Septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mission de suivi sur la production des statistiques des finances publiques	3 - 4 Mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation (rappels méthodologiques), sur place, des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	18 - 29 Octobre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	13 - 24 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

**ANNEXE 3-C**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR PAYS**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
<b>Gabon</b>	<b>Administration fiscale</b>	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à l'élaboration de la stratégie de réformes et notamment la digitalisation et la gestion des industries extractives (Conjointement avec le siège du FMI)	6 - 17/09/2021	0,5	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	2,5
<b>Gabon</b>	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgétaires	6 - 10/09/2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
<b>Gabon</b>	<b>Budget</b>	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans Vectis - Partie 2	7 - 20 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Gabon</b>	<b>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</b>	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue qualité du segment économique d'exécution du budget et du plan comptable de l'Etat (Phase 2)	27 Septembre - 08 Octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Gabon</b>	<b>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</b>	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue qualité du segment économique d'exécution du budget et du plan comptable de l'Etat (Phase 1)	7 - 18 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Gabon</b>	<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques sur base des transactions non monétaires pour tous les sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques	18 - 29 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Gabon</b>	<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques sur base des transactions non monétaires pour tous les sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques	2 - 6 Aout 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
<b>Guinée équatoriale</b>	<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	27 septembre - 08 octobre 2021	1,0	0,0	1,0	4,0	0,0	0,0	5,0
<b>Guinée équatoriale</b>	<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	3 - 4 Mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5

**ANNEXE 3-C**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR PAYS**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	2 - 13 Aout 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales	17 - 23/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique - Activité 1	3 - 14/05/2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique - Activité 2	12 - 23/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	13 - 17/09/2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	19 - 30 Juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	24 mai - 04 juin 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0		3,0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	5 -16 Juillet 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	26/07-06/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

**ANNEXE 3-C**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR PAYS**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place de la série du PIB pour la période 2008-2020	15 - 28 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Séminaire Régional sur les approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques	20 octobre 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	L'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie Covid-19 : bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales, évaluation des risques, ajustement de la politique de supervision, perspectives de sortie de crise	25 - 27 mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)	30 juin - 06 juillet 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF)	29 juillet - 04 aout 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	16 - 20/08/2021	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT)	30 Aout - 07 Septembre 2021	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	16 - 27 Aout 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	16 - 27 Aout 2021	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	2,0



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-C**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR PAYS**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
<b>Tchad</b>	<b>Statistiques macroéconomiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels	30 Aout - 10 Septembre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
					<b>42,5</b>	<b>43,5</b>	<b>86,0</b>	<b>59,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>145,0</b>

**ANNEXE 3-D**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR DOMAINE**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	25/10-5/11/2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	16 - 27/08/2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la rédaction du projet de Livre de procédures fiscales Communautaire	17 - 28/05/2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à l'élaboration de la stratégie de réformes et notamment la digitalisation et la gestion des industries extractives (Conjointement avec le siège du FMI)	6 - 17/09/2021	0,5	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales	17 - 23/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	7 - 11 juin 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Rédaction d'un Guide Pratique d'identification, de suivi et de gestion des risques budgétaires	16 - 27 aout 2021	2,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	24/05 - 04/06/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires	30/08 - 03/09/2021	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0

**ANNEXE 3-D**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR DOMAINE**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Gabon</b>	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgetaires	6 - 10/09/2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>République Centrafricaine</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique - Activité 1	3 - 14/05/2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>République Centrafricaine</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique - Activité 2	12 - 23/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>République Centrafricaine</b>	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	13 - 17/09/2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modele de cadrage macroéconomique	26/07- 06/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Tchad</b>	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	16 - 20/08/2021	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Tchad</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT)	30 Aout - 07 Septembre 2021	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
<b>Budget</b>	<b>Cameroun</b>	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place de macro processus dans le cadre du contrôle interne budgétaire (Developpement d'un macro processus sur le traitement des salaires)	12 - 25 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Budget</b>	<b>Cameroun</b>	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Amélioration de la budgétisation et de la gestion des dépenses de personnel	06 - 19 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0

**ANNEXE 3-D**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR DOMAINE**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
<b>Budget</b>	<b>Cameroun</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la budgétisation sensible au genre (opérationnalisation)	14 -27 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Budget</b>	<b>Congo</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance et la gestion des investissements en AE/CP	30 Aout - 10 Septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Budget</b>	<b>Gabon</b>	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans Vectis - Partie 2	7 - 20 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</b>	<b>Gabon</b>	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue qualité du segment économique d'exécution du budget et du plan comptable de l'Etat (Phase 2)	27 Septembre - 08 Octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</b>	<b>Gabon</b>	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue qualité du segment économique d'exécution du budget et du plan comptable de l'Etat (Phase 1)	7 - 18 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Régulation et supervision bancaires</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Séminaire Régional sur les approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques	20 octobre 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
<b>Régulation et supervision bancaires</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	L'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie Covid-19 : bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales, évaluation des risques, ajustement de la politique de supervision, perspectives de sortie de crise	25 - 27 mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Burundi</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	14 - 25 Juin 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Cameroun</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge du TOFE sur la procédure d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 du sous-secteur de la sécurité sociale et la consolidation des données statistiques des collectivités locales dans l'ensemble des administrations publiques.	4 - 5 Mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5

**ANNEXE 3-D**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR DOMAINE**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachement	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mission de suivi sur la production des statistiques des finances publiques	3 - 4 Mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation (rappels méthodologiques), sur place, des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques.	18 - 29 Octobre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques sur base des transactions non monétaires pour tous les sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques	18 - 29 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques sur base des transactions non monétaires pour tous les sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques	2 - 6 Aout 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	27 septembre - 08 octobre 2021	1,0	0,0	1,0	4,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	3 - 4 Mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	19 - 30 Juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	5 - 16 Juillet 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	16 - 27 Aout 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

**ANNEXE 3-D**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR DOMAINE**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Tchad</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	16 - 27 Aout 2021	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	2,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Burundi</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	17 - 28 mai 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Cameroun</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes financiers	19 - 28 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Congo</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	13 - 24 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Guinée équatoriale</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	2 - 13 Aout 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>République Centrafricaine</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	24 mai - 04 juin 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0		3,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place de la série du PIB pour la période 2008-2020	15 - 28 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)	30 juin - 06 juillet 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF)	29 juillet - 04 aout 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-D**  
**REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022 PAR DOMAINE**  
**(MAI à OCTOBRE 2021)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Tchad</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels	30 Aout - 10 Septembre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
					<b>42,5</b>	<b>43,5</b>	<b>86,0</b>	<b>59,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>145,0</b>



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



**ANNEXE 4**  
**Séminaires régionaux - Réalisations du premier semestre de l'année fiscale 2022**  
**(Mai à Octobre 2021)**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
1	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2021 et la prévision économique à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	Pays membres d'AFRITAC Centre	20	Virtuel	Premier Trimestre	7 - 11 juin 2021	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
2	Statistiques macroéconomiques	Séminaire de renforcement des capacités des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)		20			30 juin - 06 juillet 2021	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
3	Statistiques macroéconomiques	Séminaire de renforcement des capacités des cadres dans l'utilisation des données des sources administratives		20			28 juillet - 04 août 2021	
4	Régulation et supervision bancaires	Séminaire inter-régional avec AFRITAC Ouest 1 en supervision et réglementation bancaires sur les approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	20		Second Trimestre	20 octobre 2021	Didier Casier - DCasier@imf.org
5	Régulation et supervision bancaires	Séminaire inter-régional en régulation et supervision bancaires sur les mesures spéciales de supervision bancaire en période de pandémie	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	20		Premier Trimestre	25 - 27 mai 2021	



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement**  
**des Capacités pour l'Afrique Centrale**



**ANNEXE 5**

**APPUI AUX PAYS MEMBRES D'AFRITAC CENTRE EN GESTION DE  
LA DETTE PUBLIQUE**

**RAPPORT DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2022**

**(DU 1<sup>er</sup> MAI AU 31 OCTOBRE 2021)**

*Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique*

**Mars 2022**

## Introduction

L'ensemble des pays membres d'AFRITAC Centre et les institutions régionales reçoivent des conseils et appuis dans le domaine de la gestion de la dette publique. Ces activités sont financées par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du Fonds monétaire international depuis juillet 2020 (Encadré).

Les objectifs généraux dans ce domaine sont d'aider les pays à réduire le coût de la dette tout en maintenant le risque dans le portefeuille de la dette publique à un niveau acceptable, et d'aider au développement du marché des titres publics dans un contexte d'une solide gestion de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région.

## Encadré

---

### *Financement du programme de travail en gestion de la dette publique par le mécanisme Debt Management Facility (DMF)*

---

Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette

**Domaine d'intervention :** Gestion de la dette publique

**Contributeurs :** Commission européenne, Banque africaine de développement, Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Russie, Grande Bretagne, Japon

**Année de lancement :** 2008

Le mécanisme de gestion de la dette (*DMF*) est un fonds fiduciaire conjoint multi-donateurs entre le FMI et la Banque mondiale. Lancée en 2008, le FMI ayant rejoint sa deuxième phase en 2014. Forte du succès de la phase II, la troisième phase du DMF III a été lancée en avril 2019.

L'objectif du DMF III est de renforcer la gestion de la dette afin de réduire les vulnérabilités liées à la dette et d'améliorer la transparence de la dette. DMF III fournit des conseils personnalisés sur la gestion de la dette souveraine à travers la conception et l'application d'outils analytiques, la fourniture de services de conseil personnalisés, des formations, des webinaires et l'apprentissage entre pairs.

Le DMF assiste 84 pays (dont la majorité se trouvent en Afrique) dans un large éventail d'activités, notamment : l'amélioration de la gouvernance et des institutions, l'amélioration de la stratégie et des politiques, le développement des marchés de la dette et l'amélioration de la transparence de la dette.

**Source :** FMI, Institut pour le développement des capacités

## Réalisations au premier semestre de l'année fiscale 2022

Malgré un taux d'exécution plus bas que prévu (37,5%), des progrès notables ont été enregistrés dans le domaine de la gestion de la dette publique.

**Tableau 1. Exécution du programme au premier semestre (en nombre)**

Activités prévues	Activités réalisées	Taux d'exécution semestriel
16	6	37,5%

### ▪ République du Congo

- Les autorités ont préparé et adopté pour la première fois le document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) qui servira de boussole pour les décisions de financement sur la période 2022-24.

### ▪ République Démocratique du Congo

- Les autorités ont préparé et ont débuté la mise en œuvre du plan d'apurement des créances de la Banque centrale du Congo sur l'Etat.
- Proposition de la stratégie d'apurement des créances certifiées dues au secteur privé. .
- Le projet du manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique a été préparé.

### ▪ BEAC – Banque des Etats de l'Afrique Centrale

- La BEAC a préparé et a fait adopter par les autorités régionales de la CEMAC des modalités du nouveau cadre réglementaire mis en place pour dynamiser le marché régional des titres publics. Il s'agit des modalités : (i) de réouverture des lignes de valeurs du Trésor ; (ii) d'organisation et de participation aux offres non compétitives des valeurs du Trésor ; (iii) d'émission des valeurs du Trésor par voie de syndication domestique, et ; (iv) de rachat des valeurs du Trésor.
- Renforcement de la coordination des émissions des Trésors Publics de la CEMAC via l'institution des jours d'émission des valeurs du Trésor dans la CEMAC et la mise en place du cadre permanent de concertation entre les Trésors Publics de la CEMAC.

## ▪ CEMAC – Communauté économique des Etats de l’Afrique Centrale

- Sensibilisation des gestionnaires de la dette publique de la CEMAC sur les meilleures pratiques de mobilisation et de négociation du financement extérieur.

### **Défis et risques liés à l’exécution du programme de travail**

Les restrictions de voyage du fait de la pandémie du COVID-19 ont posé un défi à l’exécution du programme de travail. La programmation des missions a été difficile et des missions ont dû être repotées sine die du fait des difficultés de connexion à Internet dans certains pays, la lassitude des autorités concernant les missions virtuelles, l’inadaptabilité de certaines thématiques de mission à la modalité à distance et l’absence de progrès dans la mise en œuvre des recommandations de missions passées qui nécessitent une présence sur le terrain. Les changements intervenus au niveau du management de certains pays ont également retardé la programmation de certaines activités prévues en début d’année.

Pour atténuer l’impact de ces défis, l’assistance technique ponctuelle (Just in time) a été mise en place pour répondre aux besoins urgents des autorités. Des pays ont saisi cette opportunité pour demander la revue à distance des documents de gestion de la dette, des sessions ad hoc pour renforcer la compréhension de certains concepts et outils analytiques de gestion de la dette et des conseils concernant le choix de financement.

### **Perspectives pour le second semestre**

Le programme de travail pour le reste de l’année fiscale a été remanié en tenant compte des défis rencontrés et des nouveaux besoins exprimés par certains pays.

## ▪ Cameroun

- Une mission est prévue pour aider le Trésor Public à déterminer les initiatives qui pourraient être mises en œuvre pour diversifier la base des investisseurs du marché des titres publics et réduire l’exposition des banques à l’Etat.

## ▪ République du Congo

- Dans la continuité de la mission du premier semestre, une activité de renforcement des capacités en matière de préparation et de mise en œuvre du plan d’émission de titres publics cohérent avec la stratégie de dette retenue par les autorités sera organisée.

- **Tchad**

- Le renforcement des capacités en matière de planification et d'exécution des émissions de titres publics sur le marché régional de la CEMAC sera au menu des échanges avec la Direction générale des services du Trésor et de la comptabilité publique. Des conseils seront également fournis pour le refinancement des valeurs du Trésor dus en 2022.

- **Séminaire régional.**

- Un séminaire régional sur la mise en œuvre du plan d'émission de titres publics est prévu pour renforcer les capacités en matière d'organisation : (i) de fixation des taux d'intérêt des obligations du Trésor ; (ii) des opérations de réouverture des lignes de titres du Trésor, et ; (iii) des opérations de rachat des titres du Trésor.

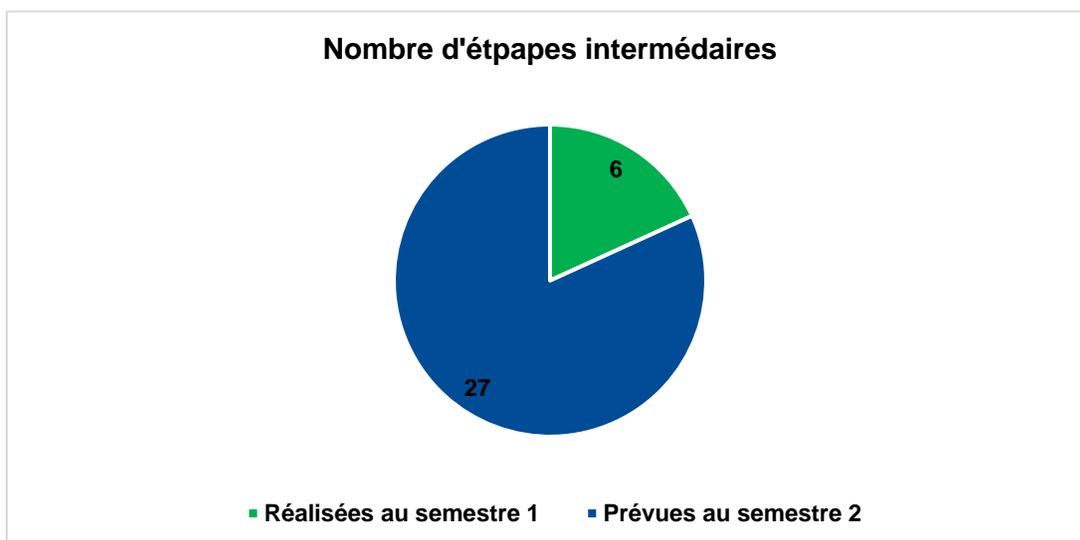
**Tableau 2. Programme de travail révisé (en nombre)**

Activités prévues au 1 <sup>er</sup> mai 2022	Activités projetées au 1 <sup>er</sup> novembre 2022	Taux d'exécution semestriel projeté
16	10 (nombre annuel révisé)	100% (4/4)

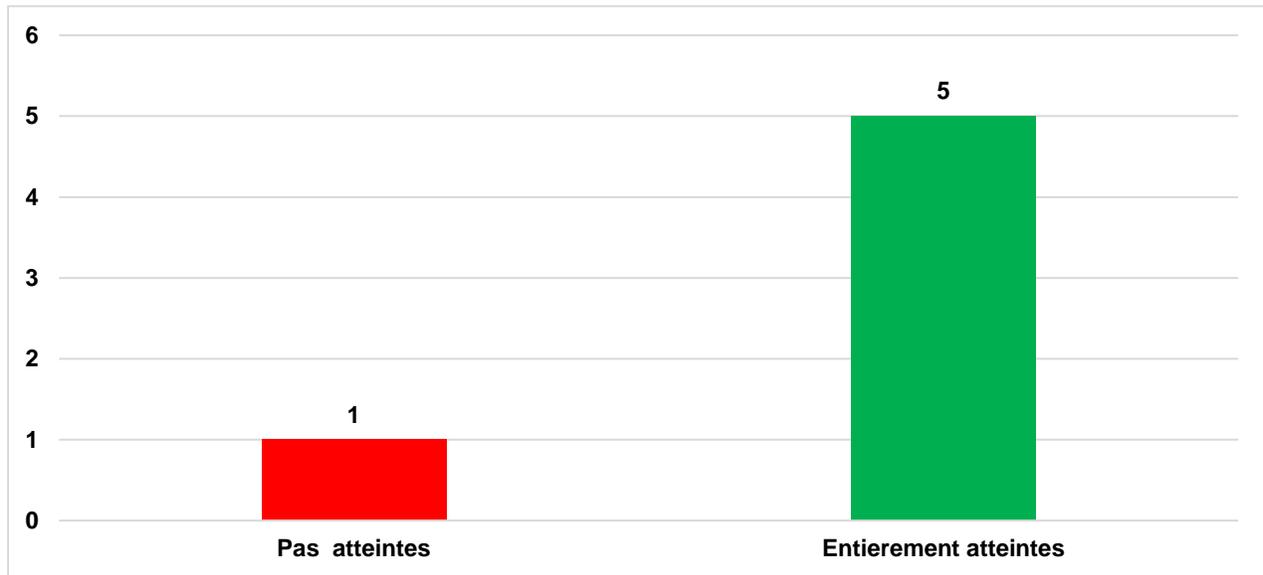
**Gestion axée sur les résultats**

**A la fin du premier semestre, cinq étapes intermédiaires ont été atteintes et une n'a pas été atteinte sur les trente-trois prévues d'ici fin avril 2022 (Graphiques 1 et 2).** Le reste des étapes intermédiaires sont en cours de réalisation et seront évaluées à fin avril 2022.

**Graphique 1. Nombre d'étapes intermédiaires de l'année fiscale 2022 (en nombre)**



**Graphique 2. Performance des étapes intermédiaires au premier semestre de l'année fiscale 2022 (en nombre)**



**Contact**

**Oumar Dissou**, Conseiller résident en gestion de la dette publique

Courriel : AFCWeb@imf.org



## ANNEXE 6

### PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

#### I- DIRECTEUR



**Directeur**

**Philippe Egoume**

#### II- CONSEILLERS RESIDENTS



**Administration douanière**

**Bernard Zbinden**



**Administration fiscale**

**Hasina Rakotondrainibe**



**Gestion des finances publiques**

**Ephrem Ghonda Makiadi**



**Gestion des finances publiques**

**Blaise Yéhouéno**



**Analyse et prévisions  
macroéconomiques et  
budgétaires**

**Séverin Yves Kamgna**



**Statistiques des finances  
publiques**

**Francis Gahizi**



## FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



### II- CONSEILLERS RESIDENTS (suite)



**Statistiques  
macroéconomiques**

**Sébastien Manzi**



**Régulation et supervision  
bancaires**

**Didier Marc Casier**



**Gestion de la dette publique**

**Oumar Dissou**

### III- ADMINISTRATION



**Responsable administrative**

**Marie-Hélène Issembe**



**Chargé de projets**

**Armel Houtsa**



**Chargé de projets (GAR)**

**Brolin Mbadinga**



**Assistante administrative**

**Carine Mboumba**



**Assistante administrative**

**Larissa Mabika Balenga**



**Assistante administrative**

**Djena Laetitia Djembo**



## FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



**Assistant administratif**

**Gildas Loundou Mayoukou**



**Technicien coursier**

**Wilfried Manguenga Manguenga**

### Notes :

- Le conseiller en administration douanière Bernard Zbinden a pris fonction en janvier 2022.
- Le conseiller en gestion de la dette publique est financé par le mécanisme DMF du F.M.I
- L'assistante administrative Larissa Mabika Balenga a quitté ses fonctions au mois de janvier 2022.